

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 504**29 mars 2002****SOMMAIRE**

Abelard Holding S.A., Luxembourg	24187	(La) Jumas S.A.H., Luxembourg	24181
Adig Welt Invest 4/2007	24169	Kalisto Finance S.A., Luxembourg	24172
All Car Services S.A., Strassen	24183	Kritsa Holding S.A., Strassen	24183
Amicorp Luxembourg S.A., Luxembourg	24148	Lend Lease Asia Properties, Sicaf, Luxembourg	24176
Amicorp Luxembourg S.A., Luxembourg	24152	Lux Foods S.A.H., Luxembourg	24178
Anc. Ets. P. Regenwetter & Fils, S.à r.l. et Cie, S.e.c.s., Luxembourg	24186	Lux-Prom S.A., Dippach	24187
Artes S.A., Luxembourg	24177	M.T.T. S.A., Luxembourg	24177
Ateliers Kraizberg, Société Coopérative, Duden- lange	24173	Mastar Invest S.A., Luxembourg	24180
Ateliers Kraizberg, Société Coopérative, Duden- lange	24176	Master Holding S.A., Luxembourg	24191
Axa World Funds, Sicav, Luxembourg	24188	Matpre S.A., Luxembourg	24192
Axa World Funds, Sicav, Luxembourg	24191	Matpre S.A., Luxembourg	24192
B.G.I. S.A., Luxembourg	24171	Millenium Futures S.A. Holding, Strassen	24190
Berenberg USA Strategie Aktien Fonds	24159	Morheng Peinture-Décoration-Restoration, S.à r.l., Luxembourg	24182
Beta International, Sicav, Luxembourg	24185	Netrimo Finance (Luxembourg) S.A.H., Luxem- bourg	24178
Beta Lux Selection, Sicav, Luxembourg	24184	Nouvelle Bijouterie Mamer, S.à r.l., Strassen	24181
Capital International Europe Fund Management Company S.A., Luxembourg	24183	Occidental Trust S.A.H., Luxembourg	24177
Daphnis S.A., Luxembourg	24186	Partidis S.A., Luxembourg	24182
DIT-Fonds Portfolio Balance Plus	24153	Paser Participations Holding S.A., Luxembourg	24180
Divinter S.A., Luxembourg	24186	Pyrénées S.A. Holding, Strassen	24189
Ecluse Holding S.A., Luxembourg	24190	S.P.D.A.S., Société de Promotion pour le Déve- loppement des Activités de Services S.A.H., Strassen	24182
Eurostates S.A.H., Luxembourg	24179	Sanob S.A., Luxembourg	24181
Fimiproperties S.A.H., Luxembourg	24187	SES Global S.A., Betzdorf	24146
Finluxinfo Holding S.A., Luxembourg	24176	SES Global S.A., Betzdorf	24148
FLED S.A., Financière Luxembourgeoise Econo- mie et Développement S.A., Luxembourg	24189	Société de Financement de la Route Tahoua- Arlit S.A.H., Luxembourg	24188
Fortis L Fund, Sicav, Luxembourg	24185	Société de Plastiques Industriels S.A., Luxem- bourg	24158
Futur 2000 S.A.H., Luxembourg	24184	Société de Plastiques Industriels S.A., Luxem- bourg	24158
Gepe Invest S.A., Strassen	24188	Sophalex S.A.H., Luxembourg	24181
Guineu Inversio S.A., Luxembourg	24172	Stocks and Bonds Investments S.A. Holding, Strassen	24189
Guineu S.A., Luxembourg	24172	Svenska Selection Fund, Sicav, Luxembourg	24185
Hamel Holding S.A., Luxembourg	24179	Swissca Lux Fund	24171
International Hotel Development Company S.A.H., Luxembourg	24180	Tecnovert Holding S.A., Luxembourg	24179
Investdeutschland S.A.H., Luxembourg	24183	The «B» Partners S.A.H., Luxembourg	24180
ITU-LUX, S.à r.l., ITU-LUX Ingénieurs-conseils techniques et écologiques de Luxembourg, Oberanven	24184	The Majestic Holding S.A., Luxembourg	24187
Jordanus Holding S.A., Luxembourg	24178	Trade Clean S.A., Luxembourg	24190
Jovest Holding S.A., Luxembourg	24182	Verdi S.A.H., Strassen	24191
Jumaco S.A.H., Luxembourg	24177	Volteria Holding S.A., Luxembourg	24179

SES GLOBAL, Société Anonyme.

Siège social: Betzdorf.
R. C. Luxembourg B 81.267.

L'an deux mille un, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SES GLOBAL, ayant son siège social à Betzdorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 81.267, constituée suivant acte notarié du 16 mars 2001, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 591 du 31 juillet 2001 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 9 novembre 2001, non encore publié.

L'Assemblée est ouverte à dix heures trente sous la présidence de Monsieur René Steichen, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Roland Jaeger, Secrétaire Général SES ASTRA, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Frank Bourgnon, Attaché de direction, BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG, demeurant à Roeser et Mark Roberts, Investor Relations Manager, SES GLOBAL, demeurant à Walferdange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que toutes les actions étant nominatives, la présente Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée par des lettres recommandées adressées aux actionnaires en date du 8 novembre 2001.

II.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire est appelée à délibérer en présence d'un notaire sur le point suivant de l'ordre du jour envoyé aux actionnaires.

- Réduction du capital de quatre-vingt-dix mille euros (90.000,- EUR) par annulation de neuf mille (9.000) actions actuellement détenues par la Société.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

IV.- Qu'il appert de ladite liste de présence que sur les 737.462.508 actions représentant l'intégralité du capital social, 299.703.570 actions de la catégorie A, 245.817.836 actions de la catégorie B et 179.047.493 actions de la catégorie C, soit plus de la moitié des actions des catégories A et C ensemble et plus de la moitié des actions de la catégorie B, sont présentes ou représentées à la présente assemblée.

V.- Qu'en conséquence, la présente Assemblée est régulièrement constituée, et peut valablement délibérer sur le point porté à l'ordre du jour.

L'Assemblée, après avoir délibéré, prend la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de quatre-vingt-dix mille euros (90.000,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de cent soixante-quinze millions huit cent quatre-vingt-dix huit mille neuf cent seize euros trente cents (175.898.916,30 EUR) à cent soixante-quinze millions huit cent huit mille neuf cent seize euros trente cents (175.808.916,30 EUR) par l'annulation de six mille (6.000) actions de la catégorie A et de trois mille (3.000) actions de la catégorie B, rachetées par la Société aux fondateurs initiaux.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Premier paragraphe.** La Société a un capital souscrit de cent soixante-quinze millions huit cent huit mille neuf cent seize euros trente cents (175.808.916,30 EUR) représenté par sept cent trente-sept millions quatre cent cinquante-trois mille cinq cent huit (737.453.508) actions sans désignation de valeur nominale. Le capital est divisé en un maximum de quatre cent quatre-vingt-onze millions six cent trente-cinq mille six cent soixante-douze (491.635.672) actions de la catégorie A (ci-après «actions A»), un maximum de deux cent quarante-cinq millions huit cent dix-sept mille huit cent trente-six (245.817.836) actions de la catégorie B (ci-après «actions B») et un maximum de cent quatre-vingt-un millions deux cent quatre-vingt-quinze mille six cent soixante-douze (181.295.672) actions de la catégorie C (ci-après «actions C»).»

La résolution qui précède a été prise à l'unanimité des voix.

Evaluation des frais

Les parties comparantes estiment le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente réduction de capital à la somme de 60.000,- LUF.

Ensuite l'Assemblée s'est continuée hors la présence du notaire pour délibérer sur les autres points figurant à l'ordre du jour.

Dont acte, fait et passé à Betzdorf, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction en anglais, sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and one, on the twenty-ninth of November.
Before us Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg.

Was held the Extraordinary General Meeting of shareholders of SES GLOBAL, a public company having its registered office in Betzdorf, registered with the trade and companies' register in Luxembourg under the number B 81.267, incorporated pursuant to a notarial deed on the 16th March 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 591 of the 31st July 2001 and of which the articles of incorporation have last been modified by a deed of the undersigned notary on the 9th November 2001, not yet published.

The meeting is opened at 10.30 a.m. with Mr René Steichen, avocat à la Cour, residing in Luxembourg in the chair, who appointed as secretary Mr Roland Jaeger, Secrétaire Général SES ASTRA, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineers Messrs Frank Bourgnon, Attaché de direction, BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG, residing in Roeser and Mark Roberts, Investor Relations Manager, SES GLOBAL, residing in Walferdange.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That all the shares being registered shares, the present meeting has been convened by registered mail to the shareholders on the 8th November 2001.

II.- That this Extraordinary General Meeting is called to deliberate in the presence of a notary on the following item of the agenda sent to the shareholders:

- Reduction of the share capital of ninety thousand euros (90,000 EUR) by cancellation of the nine thousand (9,000) shares currently held by the Company.

III.- That the present or represented shareholders, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been initialled *ne varietur* by the persons appearing.

IV.- As appears from the said attendance list out of the 737,462,508 shares representing the share capital, 299,703,570 shares of Class A, 245,817,836 shares of Class B and 179,047,493 shares of Class C, that is to say more than 50% of the shares in Class A and C taken together and more than 50% of the shares in Class B, are present or represented at the present Extraordinary General Meeting.

V.- Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the item of the agenda.

Then the meeting after deliberation, took the following resolution:

Resolution

The meeting decides to decrease the capital by ninety thousand euros (90,000,- EUR) in order to bring it from its current amount of one hundred and seventy-five million eight hundred and ninety-eight thousand nine hundred and sixteen euros thirty cents (175,898,916.30 EUR) to one hundred seventy-five million eight hundred and eight thousand nine hundred and sixteen euros thirty cents (175,808,916.30 EUR) by cancellation of six thousand (6,000) shares of Class A and three thousand (3,000) shares of Class B, purchased by the Company from the initial founders.

As a consequence, the first paragraph of Article 4 of the Articles of Incorporation is modified as follows:

«**Art. 4. First paragraph.** The Company has a subscribed share capital of one hundred seventy-five million eight hundred and eight thousand nine hundred and sixteen point thirty euros (EUR 175,808,916.30) represented by seven hundred thirty-seven million four hundred fifty-three thousand five hundred eight (737,453,508) shares with no par value. The share capital is divided in a maximum of four hundred ninety-one million six hundred thirty-five thousand six hundred seventy-two (491,635,672) shares of Class A (hereinafter «A shares»), in a maximum of two hundred forty-five million eight hundred seventeen thousand eight hundred thirty-six (245,817,836) shares of Class B (hereinafter «B shares») and in a maximum of one hundred eighty-one million two hundred ninety-five thousand six hundred seventy-two (181,295,672) shares of Class C (hereinafter «C shares»).»

The resolution has been adopted by unanimous vote.

Estimation of costs

The parties estimate the aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses in any form whatsoever which the Company incurs or for which it is liable by reason of this increase of capital, is approximately 60,000.- LUF.

Then the meeting was continued without the presence of the notary in order to deliberate on the other items of the agenda.

Whereof the present deed is drawn up in Betzdorf on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Signé: R. Steichen, R. Jaeger, F. Bourgnon, M. Roberts, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2001, vol. 10CS, fol. 82, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme délivrée à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 10 décembre 2001.

F. Baden.

(82310/200/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

SES GLOBAL, Société Anonyme.

Siège social: Betzdorf.

R. C. Luxembourg B 81.267.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

F. Baden.

(82311/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

**AMICORP LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,
(anc. GLOBAL GROUP FINANCIAL SERVICES S.A.).**

Registered office: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R. C. Luxembourg B 49.731.

In the year two thousand one, on the third of December.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary public residing in Hesperange.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of GLOBAL GROUP FINANCIAL SERVICES S.A., a société anonyme having its registered office in L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes,

constituted under the name of ELIEN S.A. by a notarial deed, on December 28, 1994, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 151 on April 4, 1995. The articles of which have been amended several times and for the last time by a notarial deed on December 24, 1999, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 158 on February 19, 2000.

The meeting was opened by Mr Matthijs Bogers, companies director, residing in Lavacherie, Belgium, being in the chair,

who appointed as secretary Mrs Annick Braquet, private employee, residing in Chantemelle (Belgium).

The meeting elected as scrutineer Mr Benoit Tassigny, lawyer, residing in Post, Belgium.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Change of the name of the Company into AMICORP LUXEMBOURG S.A.

2. Decision to change article 1st of the articles of association with respect to the change of the name.

3. Change of the object of the Company and decision to change article 4 of the articles of association.

4. Change of the date of the Annual General Meeting of the Company and decision to change article 11 of the articles of association.

5. Decision to change articles 6 and 7 of the articles of association.

6. Decision to accept the resignation of PARLAY FINANCE COMPANY S.A., having its registered office in Luxembourg, as Director A of the Company; Mr Matthijs Bogers, residing in Lavacherie (Belgium), Mr Mark Van Santen, residing in Wassenaar (The Netherlands) and Mr Antonius R.W. Knipping, residing in Curaçao (Netherlands Antilles), as directors B of the Company, and to give them discharge for the exercise of their mandates till today.

7. Decision to appoint Mr André Grul; Mr Matthijs Bogers; Mr Mark Van Santen and Mr Antonius R.W. Knipping, as directors of the Company.

8. Decision to authorize the Board of Directors to delegate the daily management of the company as well as the representation concerning the daily management to Mr André Grul and Mr Mark Van Santen.

9. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the name of the Company into AMICORP LUXEMBOURG S.A.

Second resolution

The general meeting decides the subsequent amendment of article 1st of the article of association, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 1^{er}.** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise dénommée AMICORP LUXEMBOURG S.A.»

Third resolution

The general meeting decides to change the object of the Company and decides the subsequent amendment of article 4 of the articles of association, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes activités de conseil et d'assistance dans le domaine économique au sens le plus large; elle fournira et assurera notamment tous services administratifs et de secrétariat à toutes entreprises, organisations et sociétés, de même que tous services de gestion, de domiciliation (y inclus la tenue des livres), de surveillance et d'expertises de tous genres en matière économique et commerciale.

Elle recrutera, engagera et rémunérera toutes personnes spécialement qualifiées à ces fins.

Elle pourra promouvoir, préparer et réaliser la constitution, la formation, la fusion, la concentration, la réorganisation de tous commerces, affaires, entreprises, sociétés ou groupes de sociétés ou d'entreprises, quels qu'en soient les objets ou les formes, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, les assister de ses conseils et avis, en assumer le contrôle et la direction, temporaire ou de façon permanente.

La société pourra mener toute transaction commerciales ou financière, toute opération mobilière ou immobilière, procéder à tout investissement et prise de participation par voie d'acquisition, de souscription, d'apport ou toute autre manière dans toute société ou entreprise existante ou à créer, ayant en tout ou partie un objet similaire ou connexe au sien, ou susceptible d'en faciliter le développement ou l'extension, et généralement effectuer toute opération industrielle, commerciale, financière ou autre pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites.»

Fourth resolution

The general meeting decides to change the date of the Annual General Meeting of the Company, which shall be held on the third Tuesday in the month of June at 3.00 p.m.

Fifth resolution

The general meeting decides the subsequent amendment of article 11 of articles of association, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du moi de juin, à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Sixth resolution

The general meeting decides to change articles 6 and 7 of articles of association, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.»

«**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi. De même il est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration peut désigner son président. En cas d'absence de président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration.»

Seventh resolution

The general meeting decides to accept the resignation of PARLAY FINANCE COMPANY S.A., having its registered office in Luxembourg, as Director A of the Company; Mr Matthijs Bogers, residing in Lavacherie (Belgium), Mr Mark Van Santen, residing in Wassenaar (The Netherlands) and Mr Antonius R.W. Knipping, residing in Curaçao (Netherlands Antilles), as directors B of the Company, and to give them discharge for the exercise of their mandates till today.

Eighth resolution

The general meeting decides to appoint as directors of the Company, their term of office expiring at the General Meeting of the year 2006:

- a) Mr André Grul, lawyer, residing in Curaçao (Netherlands Antilles)
- b) Mr Matthijs Bogers, companies directors, residing in Lavacherie (Belgium);
- c) Mr Mark Van Santen, lawyer, residing in Wassenaar (The Netherlands);
- d) Mr Antonius R.W. Knipping, companies director, residing in Curaçao (Netherlands Antilles).

Ninth resolution

The general meeting decides that board of directors is authorized to delegate the daily management of the company as well as the representation concerning the daily management to Mr André Grul and Mr Mark Van Santen, prenamed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately seventy thousand Luxembourg francs (70,000.- LUF).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board and to the proxy holder of the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GLOBAL GROUP FINANCIAL SERVICES S.A., avec siège social à L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes, constituée sous la dénomination de ELIEN S.A. par acte notarié du 28 décembre 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 151 du 4 avril 1995. Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte notarié du 24 décembre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 158 du 19 février 2000.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Matthijs Bogers, administrateur de sociétés, demeurant à Lavacherie, Belgique,

qui désigne comme secrétaire Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à Chantemelle, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Benoit Tassigny, juriste, demeurant à Post, Belgique.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Changement de nom de la société en AMICORP LUXEMBOURG S.A.
2. Changement subséquent de l'article 1^{er} des statuts suite au changement du nom de la société.
3. Modification de l'objet social de la société et décision de modifier l'article 4 des statuts de la société.
4. Modification de la date de l'Assemblée Générale Annuelle de la société et décision de changer l'article 11 des statuts.
5. Modification des articles 6 et 7 des statuts.
6. Acceptation de la démission de PARLAY FINANCE COMPANY S.A., ayant son siège social à Luxembourg en qualité d'Administrateur A de la société; Monsieur Matthijs Bogers, demeurant à Lavacherie (Belgique), Monsieur Mark Van Santen, demeurant à Wassenaar (Les Pays-Bas) et Monsieur Antonius R.W. Knipping, demeurant à Curaçao (Antilles Néerlandaises), en leur qualité d'Administrateurs B de la société, avec décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

7. Décision de nommer Monsieur André Grul, Monsieur Matthijs Bogers; Monsieur Mark Van Santen et Monsieur Antonius R.W. Knipping, en qualité d'Administrateurs de la société.

8. Décision de donner l'autorisation au Conseil d'Administration de confier la gestion journalière de la société à Monsieur André Grul et Monsieur Mark Van Santen.

9. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau

et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer le nom de la société en AMICORP LUXEMBOURG S.A.

Deuxième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 1^{er} des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise dénommée AMICORP LUXEMBOURG S.A.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de changer l'objet social de la société et décide de modifier l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes activités de conseil et d'assistance dans le domaine économique au sens le plus large; elle fournira et assurera notamment tous services administratifs et de secrétariat à toutes entreprises, organisations et sociétés, de même que tous services de gestion, de domiciliation (y inclus la tenue des livres), de surveillance et d'expertises de tous genres en matière économique et commerciale.

Elle recrutera, engagera et rémunérera toutes personnes spécialement qualifiées à ces fins.

Elle pourra promouvoir, préparer et réaliser la constitution, la formation, la fusion, la concentration, la réorganisation de tous commerces, affaires, entreprises, sociétés ou groupes de sociétés ou d'entreprises, quels qu'en soient les objets ou les formes, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, les assister de ses conseils et avis, en assumer le contrôle et la direction, temporaire ou de façon permanente.

La société pourra mener toute transaction commerciales ou financière, toute opération mobilière ou immobilière, procéder à tout investissement et prise de participation par voie d'acquisition, de souscription, d'apport ou toute autre manière dans toute société ou entreprise existante ou à créer, ayant en tout ou partie un objet similaire ou connexe au sien, ou susceptible d'en faciliter le développement ou l'extension, et généralement effectuer toute opération industrielle, commerciale, financière ou autre pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la date de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société qui sera dorénavant tenue le troisième mardi du mois de juin, à 15.00 heures.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article 11 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du moi de juin, à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.»

«**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi. De même il est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration peut désigner son président. En cas d'absence de président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration.»

Septième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de PARLAY FINANCE COMPANY S.A., ayant son siège social à Luxembourg en qualité d'Administrateur A de la société; Monsieur Matthijs Bogers, demeurant à Lavacherie (Belgique), Monsieur Mark Van Santen, demeurant à Wassenaar (Les Pays-Bas) et Monsieur Antonius R.W. Knipping, demeurant à Curaçao (Antilles Néerlandaises), en leur qualité d'Administrateurs B de la société, et de leur donner décharge entière et définitive pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de nommer en qualité d'Administrateurs de la société, leur mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale de 2006.

- Monsieur André Grul, avocat, demeurant à Curaçao (Antilles Néerlandaises);
- Monsieur Matthijs Bogers, administrateur de sociétés, demeurant Lavacherie (Belgique);
- Monsieur Mark Van Santen, avocat, demeurant à Wassenaar (Pays-Bas)
- Monsieur Antonius R.W. Knipping, administrateur de sociétés, demeurant à Curaçao (Antilles Néerlandaises).

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide de donner l'autorisation au Conseil d'Administration de confier la gestion journalière de la société à Monsieur André Grul et Monsieur Mark Van Santen prénommés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de la présente augmentation de capital est évalué à environ soixante dix mille francs luxembourgeois (70.000,- LUF).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au membre du bureau et au mandataire des comparants ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Bogers, A. Braquet, B. Tassigny, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2001, vol. 132S, fol. 76, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 14 décembre 2001.

G. Lecuit.

(82484/220/279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

AMICORP LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R. C. Luxembourg B 49.731.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 20 décembre.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 14 décembre 2001.

G. Lecuit.

(82485/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

DIT-FONDS PORTFOLIO BALANCE PLUS, Fonds Commun de Placement.

— VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Sondervermögens DIT-FONDS PORTFOLIO BALANCE PLUS bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

§ 1 Grundlagen

- (1) Der Name des Fonds lautet DIT-FONDS PORTFOLIO BALANCE PLUS.
- (2) Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als fonds commun de placement nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründet und wird von der dresdnerbank asset management S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt), im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Einleger (nachstehend «Anteilhaber» genannt) verwaltet.
- (3) Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung gesondert von dem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft Anteile aus, die auf den Inhaber lauten und in Globalzertifikaten verbrieft sind. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
- (4) Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt. Alle Anteile haben gleiche Rechte.
- (5) Mit dem Anteilwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.
- (6) Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

§ 2 Depotbank

- (1) Die Verwaltungsgesellschaft hat die DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., Luxemburg, zur Depotbank ernannt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt und dem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz.
- (2) Die Depotbank verwahrt alle Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken im Ausland oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben, sofern die Vermögenswerte an einer ausländischen Börse zugelassen, in einen ausländischen geregelten Markt einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögenswerte handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.
- (3) Die Depotbank wird im Rahmen der in Abs. 1 genannten Voraussetzungen insbesondere Anteile gegen Zahlung des Ausgabepreises ausgeben sowie den Rücknahmepreis bei der Rücknahme von Anteilen und eventuelle Ausschüttungen an die Anteilhaber auszahlen. Sie wird ferner aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für vom Fonds erworbene Vermögenswerte zahlen, Vermögenswerte, die für Rechnung des Fonds verkauft wurden, gegen Zahlung des Kaufpreises übertragen und aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten leisten.
Sie wird dafür sorgen, dass
 - a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf den gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen, anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher eventueller Ausgabesteuern unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;
 - b) der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des Fonds vorgenommen werden, dem Gesetz und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;
 - c) die Berechnung des Inventarwerts und des Werts der Anteile den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;
 - d) bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;
 - e) die Erträge des Fondsvermögens gemäß dem Verwaltungsreglement verwendet werden;
 - f) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden;
 - g) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach § 13 angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;
 - h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Finanzterminkontrakten eingehalten werden.
- (4) Die Depotbank entnimmt für die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen und, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die Regelung in § 15 dieses Verwaltungsreglements über die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleibt unberührt.
- (5) Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen
 - Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen;
 - gegen Vollstreckungsmaßnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter dem ersten Gedankenstrich getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilhaber nicht aus.

(6) Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird wirksam, wenn eine Bank, die die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäß Art. 17 des o.g. Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

§ 3 Fondsverwaltung

(1) Die Verwaltungsgesellschaft handelt bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rats eines Anlageausschusses bedienen.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, gemäß den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements mit den von den Anteilhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen; sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

§ 4 Risikostreuung

(1) Der Wert der Zielfondsanteile darf 51 % des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht unterschreiten.

(2) Höchstens 20 % des Netto-Fondsvermögens dürfen in Anteilen eines einzigen Zielfonds angelegt werden. Für den Fonds dürfen nicht mehr als 10 % der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erworben werden. Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (sogenannte Umbrella-Fonds), beziehen sich die in diesem Absatz geregelten Anlagegrenzen jeweils auf einen Teilfonds.

(3) Für den Fonds dürfen Anteile an Zielfonds, die mehr als 5 % des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, nur erworben werden, wenn die vom Zielfonds gehaltenen Anteile nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung der Investmentfonds oder der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

§ 5 Finanzinstrumente

(1) Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemäßen Verwaltung für Rechnung des Fonds nur folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

a) Devisenkurssicherungsgeschäfte nach nachstehendem § 7.

b) Optionsrechte im Sinne des nachstehenden § 7, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrages einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, dass

aa) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem

- Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder

- Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt,

bb) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

§ 6 Notierte und nicht notierte Finanzinstrumente

(1) Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

(2) Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

(3) Die im vorstehenden Absatz genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstruments einschließlich des zugunsten des Fonds bestehenden Saldos aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des Fonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5 % des Wertes des Fondsvermögens nicht überschreitet. Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des Fonds getätigten Geschäften, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10 % des Wertes des Fondsvermögens, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

§ 7 Devisenkurssicherung

(1) Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des Fonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

(2) Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

(3) Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwebender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäfts benötigt werden.

(4) Die Verwaltungsgesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilhaber für geboten hält.

§ 8 Flüssige Mittel

Der Fonds wird angemessene flüssige Mittel in Form von Bankguthaben und Geldmarktpapieren halten. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben, d. h. maximal 49 % des Netto-Fondsvermögens darf in Bankguthaben und Geldmarktpapieren gehalten werden. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den Fonds eine restliche Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

§ 9 Kreditaufnahme

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10 % des Nettofondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

§ 10 Unzulässige Geschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

- a) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
- b) Vermögenswerte erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
- c) in Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds investieren;
- d) außer Investmentanteilen andere Wertpapiere oder in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erwerben, ausgenommen die in § 8 genannten Geldmarktpapiere;
- e) in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
- f) Edelmetalle oder über Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
- g) Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder sonst belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht zur Besicherung einer zulässigen Kreditaufnahme zu Lasten des Fonds dient;
- h) Wertpapier-Leerverkäufe tätigen oder Kauf-Optionen auf Vermögensgegenstände verkaufen, welche zum Zeitpunkt der Einräumung der Kauf-Option nicht zum Fondsvermögen gehören;
- i) Wertpapierdarlehens- und -pensionsgeschäfte abschließen.

§ 11 Ausgabe von Anteilen

(1) Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden. Sie werden an jedem Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt am Main und Luxemburg (nachstehend «Bewertungstag» genannt) ausgegeben.

(2) Anteilkaufaufträge, die an einem Bewertungstag bis 14.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden mit dem Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Anteilkaufaufträge werden mit dem Ausgabepreis des auf den nächsten Bewertungstag folgenden Bewertungstages abgerechnet. Der Ausgabepreis ist nach jeweils zwei weiteren Bewertungstagen an die Depotbank zahlbar.

(3) Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank von dieser im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.

(4) Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

(5) Sofern Sparpläne angeboten werden, wird der Ausgabeaufschlag (Verkaufsprovision) nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen berechnet.

§ 12 Rücknahme von Anteilen

(1) Die Anteilhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile für Rechnung des Fonds zurückzunehmen.

(2) Rücknahmeanträge, die an einem Bewertungstag bis 14.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden mit dem Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Rücknahmeanträge werden mit dem Rücknahmepreis des auf den nächsten Bewertungstag folgenden Bewertungstages abgerechnet. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt sodann unverzüglich in der für den Fonds festgelegten Währung Euro (nachstehend «Basiswährung des Fonds» genannt).

(3) Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z. B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

(4) Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

§ 13 Ausgabe- und Rücknahmepreis

(1) Zur Errechnung des Ausgabe- und des Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Verwaltungsgesellschaft unter Aufsicht der Depotbank den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend «Inventarwert» genannt) an jedem Bewertungstag.

Dabei werden:

- Investmentanteile zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;
- flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- Festgelder zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht;
 - alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
 - nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet.

(2) Die Berechnung des Anteilwerts erfolgt durch Teilung des Werts des Sondervermögens durch die Zahl der am Bewertungstag umlaufenden Anteile (Inventarwert pro Anteil).

(3) Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag (Verkaufsprovision) von bis zu 5% hinzugerechnet werden, der zugunsten der Vertriebsstellen einbehalten wird. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

(4) Rücknahmepreis ist der nach Abs. 2 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

§ 14 Aussetzung

(1) Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- die Rücknahmepreise eines erheblichen Teiles der Investmentanteile in dem Fonds nicht verfügbar sind;
- die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

(2) Die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich den Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

§ 15 Kosten

(1) Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 2 % p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem Fonds keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für die erworbenen Anteile berechnen, wenn der betreffende Zielfonds von ihr oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen der Fonds Anteile (Aktien) einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist.

(2) Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe von bis zu 0,2 % p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert.

(3) Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.

(4) Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Sondervermögens:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Fonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen der Fonds Anteile (Aktien) einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatkungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und evtl. entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten, die im Zusammenhang mit Ausschüttungen des Fonds entstehen;
- g) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb;
- h) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen.

§ 16 Rechnungslegung

(1) Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, geprüft.

(2) Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahrs veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.

(3) Binnen zwei Monaten nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahrs veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.

(4) Im Rechenschaftsbericht und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds angefallen sind, sowie die Vergütung angegeben, die von einer anderen Kapitalanlagegesellschaft oder einer anderen Investmentgesellschaft einschließlich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem Fonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

(5) Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

§ 17 Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft

(1) Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen in den Ländern veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäß Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend § 15 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.

(3) Wird der Fonds aufgelöst, ist dieses im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck, neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen werden am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert, und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

§ 18 Änderungen des Verwaltungsreglements

(1) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

(2) Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

§ 19 Verjährung von Ansprüchen

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

§ 20 Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache

(1) Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

(2) Rechtsstreitigkeiten zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Anteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.

(3) Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

§ 21 Anlagepolitik

(1) Ziel der Anlagepolitik ist es, neben einer vergleichsweise kontinuierlichen Wertentwicklung marktgerechte Erträge in Euro zu erwirtschaften. Dazu wird das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung ausschließlich in Anteilen der folgenden Arten von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften angelegt:

- in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind, oder
- offene Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben und die nach dem Auslandsinvestment-Gesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen, oder
- offene Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht zum Schutz der Anleger unterliegen.

(2) Es sollen nur solche Investmentanteile und Vermögensgegenstände erworben werden, die Ertrag und/oder Wachstum erwarten lassen. Diese Investmentanteile sind in der Regel nicht börsennotiert. Sofern börsennotierte Investmentanteile an einer Börse erworben werden, muss diese in einem Mitgliedstaat der OECD gelegen sein.

(3) Der Fonds kann vollständig in Zielfondsanteilen ausländischer Fonds anlegen. Diese müssen jedoch in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan aufgelegt worden sein.

(4) Der Fonds soll zu 40 % bis 65 % seines Vermögens aus Anteilen an Renten- und/oder Geldmarktfonds sowie zu 35 % bis 60 % seines Vermögens aus Anteilen an Aktienfonds bestehen. In diesem Rahmen können je nach Einschätzung der Marktlage unterschiedliche Schwerpunkte gesetzt werden. Das Fondsvermögen kann im Übrigen in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

(5) Für Zwecke des Absatzes 4 Satz 1 gelten gemischte Wertpapierfonds als Aktienfonds, wenn sie aufgrund ihrer Vertragsbedingungen bzw. Satzung und aufgrund ihres Verkaufsprospekts überwiegend Aktien erwerben und/oder ausweislich ihres letzten Rechenschaftsberichts zum jeweiligen Berichtsstichtag überwiegend in Aktien investiert waren; sie gelten als Rentenfonds, wenn sie überwiegend verzinsliche Wertpapiere erwerben bzw. in solchen investiert waren.

§ 22 Ausschüttungen

(1) Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.

(2) Eine Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.

(3) Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht werden, verfallen zu Gunsten des Fonds.

§ 23 Zusammenschluss

(1) Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das unter den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

(2) Fasst die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluss gem. Abs. 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung des § 14 haben Anteilhaber in diesem Zeitraum die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

§ 24 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. November und endet am 31. Oktober. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Oktober 2002.

§ 25 Inkrafttreten

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 4. Januar 2002 in Kraft.
Erstellt in fünffacher Ausfertigung.

Senningerberg, den 4. Februar 2002.
dresdnerbank asset management S.A.
Unterschriften

Luxemburg, den 4. Februar 2002
DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 11 février 2002, vol. 564, fol. 51, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13533/016/348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2002.

SOCIETE DE PLASTIQUES INDUSTRIELS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 66.645.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2001, vol. 562, fol. 52, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2001.

Pour SOCIETE DE PLASTIQUES INDUSTRIELS S.A.
Société Anonyme
DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
P. Frédéric / S. Wallers

(82623/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

SOCIETE DE PLASTIQUES INDUSTRIELS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 66.645.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2001, vol. 562, fol. 52, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2001.

Pour SOCIETE DE PLASTIQUES INDUSTRIELS S.A.
Société Anonyme
DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
P. Frédéric / S. Wallers

(82624/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

BERENBERG USA STRATEGIE AKTIEN FONDS, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT***Fassung März 2002***Art. 1. Der Fonds**

(1) Der BERENBERG USA STRATEGIE AKTIEN FONDS (der «Fonds») wurde gemäß dem ersten Teil des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz vom 30. März 1988») als Investmentfonds (fonds commun de placement) durch die Berenberg LUX INVEST S.A. («die Verwaltungsgesellschaft») gegründet und unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet.

Bei dem Fonds handelt es sich um ein rechtlich unselbständiges Gemeinschaftsvermögen aller Anteilhaber. Das Sondervermögen wird von der Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, jedoch für Rechnung der Anteilhaber (nachstehend «Anteilhaber» genannt) verwaltet.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäss Artikel 8 dieses Verwaltungsreglements Anteile in Form von Anteilbestätigungen oder in Form von auf den Inhaber lautenden Anteilzertifikaten (beide nachstehend auch «Anteilscheine» genannt) ausgeben, die einen oder mehrere Anteile des Anteilhabers an dem Fonds verbriefen.

(3) Die Anteilhaber sind am Vermögen des Fonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

(4) Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds fest, wobei das Fondsvermögen von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt verwaltet wird.

(5) Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, das von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt wurde und dessen gültige Fassung sowie Änderungen desselben gemäss Artikel 18 des Verwaltungsreglements im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg («Mémorial»), veröffentlicht sind.

(6) Durch den Erwerb eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben ausdrücklich an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

(1) Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die BERENBERG LUX INVEST S.A., eine Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht mit Sitz in Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch den Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft handelt unabhängig von der Depotbank und ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Sie ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilhaber nicht aus.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet das Fondsvermögen - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 6 des Verwaltungsreglements - im eigenen Namen, jedoch ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, entsprechend den im Verwaltungsreglement und im Verkaufsprospekt aufgeführten Bestimmungen das Vermögen des Fonds anzulegen und sonst alle Geschäfte zu tätigen, welche mittelbar oder unmittelbar mit Verwaltung der Vermögenswerte zusammenhängen.

(3) Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und Aufsicht, eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

Art. 3. Die Depotbank

(1) Die Verwaltungsgesellschaft hat die DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. zur Depotbank für die Vermögenswerte des Fonds ernannt. Die Funktion der Depotbank bestimmt sich nach den gesetzlichen Bestimmungen und den Regelungen dieses Verwaltungsreglements. Dabei handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber.

Die DEXIA BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG S.A. ist eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg und wurde am 8. März 1856 gegründet. Ihr eingetragener Sitz ist in L-2953 Luxemburg, 69 route d'Esch.

(2) Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit unter Berücksichtigung einer Kündigungsfrist von drei Monaten zum Monatsende unter schriftlicher Mitteilung an die andere Partei zu kündigen.

Im Falle einer Kündigung der Depotbankbestellung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen, andernfalls die Kündigung der Depotbankbestellung notwendigerweise die Auflösung des Fonds zur Folge hat; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Eine Kündigung der Depotbankbestellung durch die Verwaltungsgesellschaft hat notwendigerweise die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 16 des Verwaltungsreglements zur Folge, sofern die Verwaltungsgesellschaft nicht zuvor eine an-

dere Bank mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde zur Depotbank bestellt hat, welche die gesetzlichen Funktionen der vorherigen Depotbank übernimmt.

(3) Alle gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilhaber in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf.

Die Anlage von Mitteln des Fondsvermögens in Bankguthaben bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Bankguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankguthaben zu überwachen.

Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit dem Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten des Fonds beauftragen, sofern diese Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte an einer ausländischen Börse oder an einem anderen im Ausland befindlichen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, notiert oder gehandelt werden oder nur im Ausland lieferbar sind.

(4) Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Verkaufsprospekt und dem geltenden Recht. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den Fonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten leisten;
- Wertpapiere sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen und Wertpapiere im Rahmen von Wertpapierleihgeschäften liefern;
- den Rücknahmepreis gemäß Artikel 10 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteile auszahlen.

(5) Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, dass:

(a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf den gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Kaufpreis aus dem Verkauf von Vermögenswerten, anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien und Entgelte für Wertpapierleihgeschäfte sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher eventueller Ausgabesteuern unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;

(b) der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des Fonds vorgenommen werden, den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;

(c) die Berechnung des Inventarwertes den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;

(d) bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;

(e) die Erträge aus dem Fondsvermögen gemäß dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

(f) börsennotierte Wertpapiere höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden, wenn dies in Ausübung eines einem Dritten eingeräumten Wertpapieroptionsrechts geschieht;

(g) nicht an einer Börse notierte Wertpapiere, verbriefte Rechte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 11 des Verwaltungsreglements angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;

(h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Finanzinstrumenten eingehalten werden.

(6) Auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft entnimmt die Depotbank den gesperrten Konten des Fonds nur die im Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung für die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank, sowie die in Artikel 14 aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fondsvermögens zu zahlenden Kosten und Gebühren.

(7) Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

(a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;

(b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter (a) aufgeführte Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilhaber nicht aus.

Art. 4. Die Register- und Transferstelle

Die Verwaltungsgesellschaft hat FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A. mit eingetragenem Sitz in L-1445 Strassen, 5 rue Thomas Edison, zur Register- und Transferstelle des Fonds bestellt. Der Vertrag ist auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von beiden Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zum Monatsende gekündigt werden kann.

FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A. ist ein von der DEXIA BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG S.A. beherrschtes Unternehmen, das am 30. März 1994 als Aktiengesellschaft auf unbestimmte Zeit im Großherzogtum Luxemburg mit Aktienkapital von LUF 50 Millionen gegründet wurde.

Art. 5. Anlagepolitik

(1) Hauptziel der Anlagepolitik des Fonds ist die Erwirtschaftung einer angemessenen Rendite mittels Investitionen in Unternehmen, welche eine aussichtsreiche Wachstumsrate bei angemessener Ertragskraft, solider Finanzstruktur und erfolgreichem Management aufweisen.

(2) Das Fondsvermögen muss überwiegend bestehen aus voll eingezahlten Aktien, die an einer amerikanischen Börse amtlich notiert sind. Daneben kann das Vermögen des Fonds in Aktien und/oder Genussscheinen bzw. festverzinslichen Wertpapieren, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem Vertragsstaat des Abkommens über den europäischen Wirtschaftsraum an einer Börse zum amtlichen Handel zugelassen oder in einem geregelten Markt, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist («geregelter Markt»), einbezogen sind, angelegt werden.

Zu diesem Zweck ist beabsichtigt, das Fondsvermögen unter Einhaltung der in diesem Verwaltungsreglement niedergelegten Richtlinien und Beschränkungen der Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Aktien und/oder Genussscheinen, festverzinslichen Wertpapieren, zu einem geringen Teil in Wandel- und Optionsanleihen mit Optionscheinen auf Wertpapiere, in Optionsscheinen auf Wertpapiere sowie in sonstigen zulässigen Vermögenswerten anzulegen. Daneben kann der Fonds flüssige Mittel halten.

(3) Im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens sowie zur Deckung von Währungsrisiken und unter Berücksichtigung der in Artikeln 6 und 7 dieses Verwaltungsreglements enthaltenen Beschränkungen darf der Fonds im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen Techniken und Instrumente, die Wertpapiere zum Gegenstand haben oder die zur Deckung von Währungs- und Zinsrisiken dienen einsetzen. Der Handel mit Techniken und Instrumenten ist im Vergleich zu den traditionellen Anlagemöglichkeiten weitaus höheren Risiken ausgesetzt.

(4) Die Vermögenswerte des Fondsvermögens werden überwiegend auf USD lauten.

Art. 6. Anlagebeschränkungen und Risikostreuung

(1) Die Verwaltungsgesellschaft darf Wertpapiere erwerben, wenn:

(1.1) sie an einer Börse in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum zum amtlichen Handel zugelassen oder in einem geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum einbezogen sind, der anerkannt und für das Publikum offen ist und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist («geregelter Markt»);

(1.2) sie an einer der im Anhang I und II zum Verkaufsprospekt aufgeführten Börsen zum amtlichen Handel zugelassen oder in einem der im Anhang III zum Verkaufsprospekt aufgeführten geregelten Märkte einbezogen sind, bei denen es sich um geregelte Märkte im Sinne von Artikel 40 des Gesetzes vom 30. März 1988 handeln muss;

(1.3) ihre Zulassung an einer der genannten Börsen zum amtlichen Handel oder ihre Einbeziehung in einen der vorgenannten geregelten Märkte nach den Ausgabebedingungen beantragt ist und die Zulassung oder Einbeziehung innerhalb eines Jahres nach ihrer Ausgabe erfolgt.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds:

(2.1) bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens in anderen Wertpapieren als solchen, die unter Punkt (1) oben aufgezählt sind, anlegen;

(2.2) bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten anlegen, welche ihren Merkmalen nach (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräußerbarkeit und periodische Bewertbarkeit) Wertpapieren gleichgestellt werden können;

In den unter (2.1) und (2.2) oben genannten Werten dürfen jedoch zusammen höchstens 10% des Netto-Fondsvermögens angelegt werden.

(2.3) sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht;

(2.4) neben den Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten flüssige Mittel zu einem Anteil von 49% des Netto-Fondsvermögens in einer normal frei konvertiblen Währung halten oder als Festgelder bei Banken anlegen. Regelmäßig gehandelte Geldmarktpapiere mit einer Restlaufzeit von bis zu 12 Monaten werden zu diesem Zweck als flüssige Mittel angesehen;

(2.5) im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken nutzen;

(2.6) bis zu 5% des Netto-Fondsvermögens in Anteilen anderer OGAW im Sinne der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) investieren; Anteile an OGAW, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, können nur erworben werden, sofern die OGAW ihre Anlagepolitik auf spezifische wirtschaftliche oder geographische Bereiche konzentrieren. Die Verwaltungsgesellschaft wird keine Kosten für Anlagen berechnen, die in derart verbundenen OGAW erfolgen.

(3) Dagegen darf die Verwaltungsgesellschaft nicht:

(3.1) in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten über die nachfolgenden Grenzen des Netto-Fondsvermögens hinaus anlegen:

(a) 10% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten, wobei der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren jeweils mehr als 5% des Wertes des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 40% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen darf;

(b) die unter (a) angegebene Grenze von 10% wird auf 25% angehoben werden bezüglich der Schuldverschreibungen, die von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, welches seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (ein «EU-Mitgliedstaat») hat und einer gesetzlichen, die Schuldverschreibungsinhaber besonders schützende öffentliche

Aufsicht unterliegt. Insbesondere müssen die aus dieser Emission stammenden Beträge entsprechend dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Wertpapiere die sich daraus ergebenden Verpflichtungen decken und die im Konkursfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung des Kapitals und zur Zahlung der aufgelaufenen Zinsen verwendet werden. Jedoch darf der Gesamtwert der Schuldverschreibungen solcher Emittenten, in deren Schuldverschreibungen mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 80% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen;

(c) die unter (a) angegebene Grenze von 10% wird auf 35% angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (ein «OECD-Mitgliedstaat») oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden;

(d) die unter (b) und (c) genannten Wertpapiere werden für die Berechnung der unter (a) angegebenen 40%-Grenze nicht in Betracht gezogen;

(e) die unter (a), (b) und (c) vorgesehenen Grenzen dürfen nicht kumuliert werden, folglich dürfen die entsprechend (3.1) durchgeführten Anlagen in Wertpapieren ein und desselben Emittenten insgesamt 35% des Netto-Fondsvermögens des Fonds nicht überschreiten;

(f) die Verwaltungsgesellschaft kann ermächtigt werden, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein- und derselben Emission 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

(3.2) Die Verwaltungsgesellschaft kann während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach der Zulassung des Fonds von den unter (3.1)(a) bis (3.1)(d) vorgesehenen Grenzen unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung abweichen.

(3.3) Ferner darf die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds nicht:

(a) Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, für den Fonds einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung des Emittenten auszuüben;

(b) mehr als 10% der stimmrechtslosen Aktien ein- und desselben Emittenten erwerben;

(c) mehr als 10% der Schuldverschreibungen ein- und desselben Emittenten erwerben;

(d) mehr als 10% der Anteile eines Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») erwerben;

(e) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;

(f) Kredite aufnehmen, es sei denn, für kurze Zeit und bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens;

(g) irgendwelche Vermögenswerte verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, es sei denn im Rahmen von Kreditaufnahmen gemäß (f); usancegemäße Einschüsse bei Options- und ähnlichen Geschäften bleiben hiervon unberührt;

(h) Waren oder Warenkontrakte erwerben oder verkaufen;

(i) Edelmetalle oder Edelmetallzertifikate erwerben;

(j) in Immobilien anlegen;

(k) Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen.

(3.4) Die unter (3.3)(c) und (3.3)(d) vorgesehene Grenze braucht beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen oder der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen lässt.

(3.5) Die unter (3.3)(a) bis (3.3)(d) angeführten Grenzen sind nicht anzuwenden auf:

(a) Wertpapiere, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden, die von einem anderen OECD-Mitgliedstaat begeben oder garantiert werden, oder die von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört;

(b) Aktien, welche die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates außerhalb der EU besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Die Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der EU in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 6 Abs. (3.1)(a) bis (3.1)(f) und (3.3)(a) bis (3.3)(f) festgelegten Grenzen beachtet. Bei Überschreitungen der in Artikel 6 Abs. (3.1)(a) bis (3.1)(f) vorgesehenen Grenzen findet Artikel 46 des Gesetzes vom 30. März 1988 sinngemäß Anwendung.

(4) Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Verfügungen treffen und mit Einverständnis der Depotbank Änderungen der Anlagebeschränkungen und anderer Teile des Verwaltungsreglements vornehmen sowie weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

(5) Die in diesem Artikel genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 7. Techniken und Instrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds folgender Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

(1) Optionsgeschäfte

Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert zu einem festgelegten Kurs oder Preis innerhalb eines festgelegten Zeitraums in der Zukunft zu kaufen oder zu verkaufen. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Kauf- oder Verkaufsoptionen auf Wertpapiere, Indices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente erwerben und verkaufen sowie Optionsscheine auf Indices erwerben, sofern diese Optionen oder Optionsscheine entweder auf einem geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist («geregelter Markt») oder vorausgesetzt, dass in dem Falle, in dem solche Optionen freihändig gehandelt werden («over-the-counter»- oder «OTC-Optionen»), die entsprechende Vertragspartner des Fonds erstklassige auf derartige Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

Die Verwaltungsgesellschaft muss für den Fonds folgende Richtlinien einhalten:

(a) Der Gesamtbetrag der beim Erwerb von Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlten Optionsprämien oder beim Erwerb von Optionsscheinen auf Indices gezahlten Kaufpreis sowie der in Absatz (2.2) unten aufgeführten Optionsprämien auf Finanzinstrumente darf grundsätzlich 15% des Netto- Fondsvermögens nicht überschreiten.

(b) Die gesamten Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen (mit Ausnahme des Verkaufs von Kaufoptionen, für die eine angemessene Deckung vorhanden ist) sowie die gesamten Verpflichtungen aus den in Absatz (2.2) unten aufgeführten Transaktionen dürfen zu keiner Zeit das Netto-Fondsvermögen überschreiten. In diesem Zusammenhang entsprechen die eingegangenen Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen dem Gesamtbetrag der bei der Ausübung dieser Optionen geltenden Preise.

(c) Wenn die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Kaufoptionen verkauft, muss sie zum Zeitpunkt des Verkaufs die zugrundeliegenden Wertpapiere, gleichwertige Kaufoptionen oder andere Instrumente (z.B. Optionsscheine) als ausreichende Deckung im Bestand haben. Die Deckung für veräußerte Kaufoptionen kann während der Laufzeit der Option nicht veräußert werden, es sei denn, es ist eine gleichwertige Deckung in Form von Optionen oder anderen Instrumenten vorhanden, die demselben Zweck dienen.

(d) Wenn die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Verkaufsoptionen verkauft, muss sie während der gesamten Laufzeit der Optionen eine angemessene Deckung in der Form von ausreichenden Barmitteln bereithalten, um die Zahlung für die Wertpapiere, die dem Fonds von der Gegenpartei bei Ausübung der Optionen zu liefern sind, gewährleisten zu können.

(2) Finanztermingeschäfte

Unter Finanztermingeschäften versteht man in diesem Zusammenhang den Handel mit Kontrakten auf den zukünftigen Wert von Wertpapieren, Indices, Zinsen, Devisen oder anderen Finanzinstrumenten. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Indices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden. Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Die Verwaltungsgesellschaft kann Finanzterminkontrakte auf den zukünftigen Wert von Wertpapieren, Indices oder Zinsen auch zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

(2.1) Sicherungsgeschäfte («hedging»)

Unter «hedging» versteht man die Absicherung einer bekannten, in der Zukunft liegenden Verpflichtung.

(a) Als globale Absicherung gegen das Risiko ungünstiger Marktentwicklungen können für den Fonds Terminkontrakte auf Börsenindices verkauft werden. Zum gleichen Zweck können für den Fonds Kaufoptionen auf Börsenindices verkauft und Verkaufsoptionen auf Börsenindices gekauft werden. Das Ziel dieser Sicherungsgeschäfte gründet auf der Annahme, dass zwischen der Zusammensetzung des jeweils verwendeten Index und für den Fonds jeweils verwalteten Wertpapierbeständen ein hinreichender Zusammenhang besteht.

Die Gesamtverpflichtungen aus Terminkontrakten und Optionen auf Börsenindices dürfen den Börsenwert der Wertpapiere nicht überschreiten, die für den Fonds auf dem diesem Index entsprechenden Markt gehalten werden.

(b) Als globale Absicherung gegen Risiken aus Zinsschwankungen können für den Fonds Terminkontrakte auf Zinssätze verkauft werden. Mit dem gleichen Ziel können für den Fonds Kaufoptionen auf Zinssätze verkauft und Verkaufsoptionen auf Zinssätze gekauft werden. Darüber hinaus können im Rahmen freihändiger Geschäfte mit dem gleichen Zweck Zinstauschgeschäfte (Zins-Swaps) und Zinssicherungsvereinbarungen (forward rate agreements) getätigt werden, vorausgesetzt, dass derartige Geschäfte mit Finanzinstituten erstklassiger Bonität getätigt werden, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben.

Die Gesamtverpflichtungen aus Finanzterminkontrakten, Optionskontrakten, forward rate agreements und Zins-Swaps dürfen den Gesamtwert der zu sichernden Vermögenswerte des Fonds in der Währung dieser Kontrakte nicht überschreiten.

(2.2) Anlagepositionen

Anlagepositionen basieren auf den prognostizierten zukünftigen Entwicklungen auf den Finanzmärkten. In diesem Zusammenhang und mit Ausnahme von Optionskontrakten auf Wertpapiere (vgl. dazu Absatz (1)) sowie Devisenterminkontrakten können für den Fonds, zu Zwecken, die außerhalb von Sicherungsgeschäften liegen, Termin- und Optionskontrakte auf alle Finanzinstrumente gekauft und verkauft werden, sofern die gesamten Verpflichtungen aus der Veräußerung von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere und Börsenindices zu keiner Zeit das Netto- Fondsvermögen überschreiten.

Verkäufe von Kaufoptionen auf Wertpapiere, die für eine angemessene Deckung vorhanden ist, sind in die Berechnung der vorgesehenen Gesamtverpflichtungen nicht einbezogen.

In diesem Zusammenhang gilt für die Verpflichtungen aus Transaktionen, die nicht im Zusammenhang mit Optionen auf Wertpapiere stehen, folgende Definition:

(a) die Verpflichtungen aus Terminkontrakten entsprechen dem Liquidationswert der Nettoposition von Kontrakten im Zusammenhang mit identischen Finanzinstrumenten (nach Saldierung der Kauf- und Verkaufspositionen), und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine, und

(b) die Verpflichtungen im Zusammenhang mit gekauften und verkauften Optionen entsprechen der Summe der bei Ausübung dieser Optionen geltenden Preise entsprechend der Netto-Verkaufsposition im Zusammenhang mit demselben zugrundeliegenden Vermögenswert, und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine. Der Gesamtbetrag der beim Erwerb von Kauf- und Verkaufspositionen gemäß vorstehenden Richtlinien gezahlten Optionsprämien einschließlich des Gesamtbetrages der für den Kauf von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere nach Maßgabe der Richtlinien unter Absatz (1) gezahlten Optionsprämien darf 15% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

(3) Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50% der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muss im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder supranationalen Organismen begeben oder garantiert und zugunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von Clearstream, Euroclear oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheiten leistet.

(4) Pensionsgeschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für den Fonds von Zeit zu Zeit an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Verkäufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Papiere vom Erwerber zu einem bestimmten Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluß vereinbart wurden.

Der Fonds kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

(a) Wertpapiere dürfen im Rahmen eines Pensionsgeschäftes nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erstklassiger Bonität handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

(b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäftes dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds ihre Verpflichtungen zur Rücknahme von Anteilen des Fonds jederzeit nachkommen kann.

(5) Absicherung von Währungsrisiken

Um die gegenwärtigen und zukünftigen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des Fonds gegen Währungsschwankungen abzusichern, kann die Verwaltungsgesellschaft Devisenterminkontrakte kaufen oder verkaufen, sofern diese Devisenterminkontrakte an einem geregelten Markt gehandelt werden. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Währungsoptionen kaufen oder verkaufen, die entweder an einem geregelten Markt gehandelt werden oder als OTC-Optionen im Sinne von Absatz (1) dieses Artikels gelten, sofern im letzteren Falle die entsprechenden Vertragspartner des Fonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen von freihändigen Vereinbarungen mit Finanzinstituten erstklassiger Bonität, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben, Devisen auf Termin kaufen bzw. verkaufen oder Devisen-Swap-Geschäfte tätigen.

Das mit den vorgenannten Geschäften angestrebte Ziel der Deckung setzt das Bestehen eines direkten Zusammenhangs zwischen der beabsichtigten Transaktion und den zu sichernden Vermögenswerten und Verbindlichkeiten voraus und impliziert, dass Transaktionen in einer bestimmten Währung den Gesamtwert dieser Vermögenswerte und Verbindlichkeiten prinzipiell nicht überschreiten und im Hinblick auf ihre Laufzeit den Zeitraum nicht überschreiten dürfen, für den die jeweiligen Vermögenswerte gehalten oder voraussichtlich erworben werden bzw. für den die jeweiligen Verbindlichkeiten eingegangen wurden oder voraussichtlich eingegangen werden.

Art. 8. Anteile am Fonds

(1) Anteile am Fonds werden generell in zertifikatloser Form, belegt durch eine bei Ausgabe von Anteilen ausgestellte Anteilbestätigung, nach Zahlung des Ausgabepreises an die Depotbank ausgegeben. In diesem Fall werden die Anteile bis auf Tausendstel Anteile zugeteilt und in ein auf den Namen lautenden Registerdepot/Anteilsregister bei der Gesellschaft eingetragen.

Die Verwaltungsgesellschaft behält sich vor, bei verstärkter Nachfrage seitens der Anleger über die Depotbank auf den Inhaber lautende Anteilzertifikate über ganze Anteile ausstellen. Die anfallenden Kosten werden dabei dem Zeichner in Rechnung gestellt. Die Zertifikate der Inhaberanteile (Anteilzertifikate) werden in Stückelungen zu 1, 10, 100, 1.000 und 10.000 Anteilen geliefert. Im Falle mehrerer gemeinschaftlicher Anleger erfolgt die Lieferung an den im Zeichnungsantrag erstgenannten Anleger.

Für Anteile können auch Sammelurkunden ausgestellt werden. Im Verkaufsprospekt können für die Ausgabe von Anteilen zusätzliche Bestimmungen enthalten sein, bzw. die Lieferung von Anteilzertifikaten ausgeschlossen werden.

(2) Jedes Anteilzertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche durch Faksimileunterschriften ersetzt werden können.

(3) Die Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank gegenüber gilt in jedem Fall der Inhaber des Anteilzertifikates - ggf. mit den entsprechenden Coupons versehen - als der Berechtigte.

(4) Alle Anteile haben grundsätzlich gleiche Rechte.

Art. 9. Ausgabe von Anteilen

(1) Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Artikels Anteile am Fonds bei der Verwaltungsgesellschaft, bei der Depotbank oder durch Vermittlung Dritter erwerben. Nach Ablauf der Erstaussgabefrist werden die Anteile des Fonds an jedem Bewertungstag und zu dem hierzu entsprechenden Ausgabepreis zum Verkauf angeboten und ausgegeben.

(2) Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag (wie in Artikel 11 (2) definiert) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis dieses Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) bei der Verwaltungsgesellschaft eingehen, werden zum Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet.

(3) Der Anteilszeichner hat als Preis einen Betrag (den «Ausgabepreis») zu zahlen, der dem Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 11 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages, zuzüglich einer Verkaufsprovision zugunsten der Vertriebsstelle von bis zu 5% auf den Inventarwert pro Anteil entspricht. Der Ausgabepreis ist in EUR innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren, Ausgabesteuern, Stempelgebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

(4) Die Anteile werden den Anlegern unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und durch die Übersendung von Anteilbestätigungen bzw. - auf besonderen Wunsch - durch die Ausstellung von Anteilzertifikaten gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt.

Im Falle gemeinsamer Anleger und sofern keine gegenteilige Weisung vorliegt, ist die Verwaltungsgesellschaft bzw. die Depotbank berechtigt, die Anteile dem im Zeichnungsantrag erstgenannten Antragsteller zuzuteilen.

(5) Die Verwaltungsgesellschaft kann die Zeichnung von Anteilen Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen, die dann im Verkaufsprospekt angegeben werden.

(6) Die Verwaltungsgesellschaft kann ferner jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen, limitieren oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des Fonds oder im Interesse der Anlagepolitik erforderlich erscheint.

Zudem hat die Verwaltungsgesellschaft jederzeit das Recht Anteile, die unter Nichtbeachtung dieses Artikels erworben wurden oder sonst von Anteilinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind, über die Depotbank zurückzuzahlen.

(7) Die Verwaltungsgesellschaft wird auf nicht ausgeführte oder zurückgewiesene Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich über die Depotbank zurückzahlen.

(8) In Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen ist die Verwaltungsgesellschaft jederzeit dazu berechtigt, als Gegenstück zur Einbringung von Vermögenssachwerten voll eingezahlte Anteile auszugeben, vorausgesetzt, diese Vermögenssachwerte entsprechen den Anlagebeschränkungen und Anlagepolitik des Fonds. Der Wert solcher Vermögenssachwerte wird durch den Wirtschaftsprüfer des Fonds anhand eines speziellen Prüfungsberichts und in Übereinstimmung mit den Grundsätzen, die bei der Berechnung des Netto-Inventarwertes des Vermögens des Fonds angewandt werden, festgelegt.

Art. 10. Rücknahme von Anteile

(1) Nach Ablauf der Erstaussgabefrist kann jeder Anteilinhaber schriftlich, direkt oder über eine der Vertriebsstellen an die Gesellschaft, einen Antrag auf Rücknahme von Anteilen stellen.

Der Antrag muss zwingend Informationen enthalten über (a) die Identität und genaue Anschrift des Antragstellers und (b) die Kontoverbindung, zugunsten welcher der Rücknahmepreis zu überweisen ist. Wurden dem Anleger Anteilzertifikate ausgehändigt, müssen diese mitsamt vollständigem Couponbogen dem Antrag auf Rücknahme beigelegt sein. Ein somit ordnungsgemäss erteilter Antrag auf Rücknahme («Rücknahmeantrag») ist unwiderruflich, ausser im Falle und während einer Aussetzung und/oder Aufschiebung der Rücknahme von Anteilen.

(2) Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag (wie in Artikel 11 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis dieses Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden zum Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet.

(3) Der Preis für jeden zur Rücknahme angebotenen Anteil («Rücknahmepreis») ist der gemäss Artikel 11 ermittelte Inventarwert je Anteil. Es wird keine Rücknahmegebühr erhoben.

(4) Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unter gewöhnlichen Umständen vorbehaltlich evtl. Prüfungen unverzüglich, spätestens jedoch zwei Bankarbeitstage in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag gegen Übertragung der entsprechenden Anteile. Der Rücknahmepreis wird in EUR vergütet.

Im Falle gemeinsamer Anleger und sofern keine gegenteilige Weisung vorliegt, ist die Verwaltungsgesellschaft bzw. die Depotbank berechtigt, den Rücknahmepreis an den erstgenannten Antragsteller zu zahlen.

(5) Die Verwaltungsgesellschaft kann die Rücknahme von Anteilen Bedingungen unterwerfen sowie Rücknahmefristen und Mindestrücknahmebeträge festlegen, die dann im Verkaufsprospekt angegeben werden.

(6) Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, dass das Fondsvermögen ausreichende Barguthaben umfasst, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

(7) Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank, umfangreichen Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen getätigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden, wobei Rücknahmen zu dem Inventarwert je Anteil des Bewertungstages, an dem der Verkauf getätigt wurde, ausgeführt werden. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Rücknahmeanträge derselbe Bewertungstag angewandt. Die betroffenen Anleger werden hierüber von der Verwaltungsgesellschaft umgehend in Kenntnis gesetzt.

(8) Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, wie z.B. Streiks, sie daran hindern, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers vorzunehmen.

(9) Mit der Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

Art. 11. Berechnung des Inventarwertes

(1) Die Währung des Fonds (die «Fondswährung») ist der EUR.

(2) Der Wert jedes Anteils («Inventarwert» oder auch «Anteilwert») wird in der Fondswährung angegeben und unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten einmal wöchentlich, jeweils Donnerstags, und zusätzlich zum Monatsultimo (zusammenfassend der «Bewertungstag») berechnet, vorausgesetzt, dass diese Tage sowohl in Luxemburg als auch in Frankfurt am Main Bankarbeitstage sind. Fällt ein Bewertungstag auf einen Tag, der entweder in Luxemburg oder in Frankfurt am Main kein Bankarbeitstag ist, so wird die Bewertung am vorhergehenden Tag, der an beiden Orten zugleich Bankarbeitstag ist, vorgenommen.

Die Berechnung des Inventarwertes erfolgt durch Teilung des Wertes des Netto-Fondsvermögens (Fondsvermögen abzüglich Verbindlichkeiten) durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindliche Anteile.

(3) Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

(a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Börsen amtlich notiert ist, ist der letztverfügbare Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

(b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber aktiv im geregelten Freiverkehr oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden bis zu dem Kurswert bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

(c) Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden ebenso wie alle anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

Dies gilt auch für die unter (a) und (b) aufgeführten Wertpapiere, falls deren jeweilige Kurse nicht marktgerecht sind.

(d) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

(e) Die auf Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

(f) Alle auf eine andere Währung als EUR lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmarktkurs in EUR umgerechnet.

(4) Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den eben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Inventarwertes sowie der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

(1) Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen des Fonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt scheint, insbesondere:

(a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter, anerkannter dem Publikum offener und ordnungsgemäß funktionierender Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte des Fonds nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

(c) im Fall einer Entscheidung der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds aufzulösen, am Tag der Entscheidung der Verwaltungsgesellschaft.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung beziehungsweise Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung beziehungsweise der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen unverzüglich allen Anteilinhabern mitteilen, die einen Zeichnungs- bzw. Rücknahmeantrag für Anteile am Fonds gestellt haben.

Der Verwaltungsrat kann zusätzlich entscheiden, eine entsprechende Mitteilung an die Anteilhaber in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern zu veröffentlichen, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 13. Ausschüttungen

(1) Die Netto-Erträge des Fonds aus Dividenden, Zinsen und Kapitalgewinnen sowie Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und sonstige Erträge nicht wiederkehrender Art können wahlweise kapitalisiert und im Fonds wiederangelegt werden oder an die Anteilhaber ausgeschüttet werden. Hierüber entscheidet die Verwaltungsgesellschaft. Der Verkaufsprospekt enthält zusätzliche Angaben über die jeweils von der Verwaltungsgesellschaft beschlossene Verwendung der Erträge des Fonds.

(2) Ausschüttungen erfolgen nur, soweit durch die Ausschüttung das Netto-Fondsvermögen nicht unter die Mindestgrenze des Gegenwertes in EUR von LUF 50 Mio. fällt.

(3) Ausschüttungen auf Inhabertifikate werden gegen Einreichung des aufgerufenen Coupons (sofern vorhanden) bezahlt. Wurden Anteilbestätigungen ausgestellt, erfolgt die Zahlung an die im Anteilsregister des Fonds eingetragenen Anleger.

Art. 14. Kosten des Fonds

(1) Der Verwaltungsgesellschaft erhält für die Verwaltung des Fonds und seiner Vermögenswerte eine Vergütung («Verwaltungsgebühr»), die bis zu 1,00% des durchschnittlichen Nettovermögens des Fonds beträgt, an jedem Bewertungstag berechnet und vierteljährlich ausgezahlt wird. Aus der Verwaltungsgebühr zahlt die Verwaltungsgesellschaft die Vergütung des Anlageberaters.

(2) Der Depotbank steht für die Verwahrung der zum Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu, wie sie von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank ausgehandelt wird.

(3) Neben den Vergütungen gemäss Absätzen (1) und (2) oben können dem Fondsvermögen folgende Kosten belastet werden:

(a) Steuern und ähnliche Abgaben, die auf das Fondsvermögen, dessen Erträge und Aufwendungen zu Lasten des Fonds erhoben werden;

(b) bankübliche Spesen und andere Kosten für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;

(c) Lizenzgebühren für die Verwendung geschützter Marken;

(d) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber handeln;

(e) Prüfungskosten und Honorare der Wirtschaftsprüfer des Fonds;

(f) Kosten der Vorbereitung und des Drucks von Anteilzertifikaten sowie Ertragsschein- Bogenerneuerungen, falls erforderlich;

(g) Aufwendungen der Korrespondenten der Depotbank im Ausland sowie deren Bearbeitungsgebühren;

(h) das Entgelt für die Zahlstellen, Repräsentanten und die Vertretung im Ausland;

(i) Kosten der Buchhaltung und der Berechnung des Inventarwertes sowie sonstiger unter die Zentralverwaltung fallender Aufgaben;

(j) Gebühren zur Anmeldung und zur Registrierung bei allen Registrierungsbehörden und Börsen (einschliesslich örtlicher Wertpapierhändlervereinigungen), die Kosten der Börsennotierung und der Veröffentlichung in Zeitungen;

(k) Kosten der Führung des Anteilregisters, Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen;

(l) Kosten der Erstellung, der Vorbereitung, des Drucks, des Vertriebs, der Hinterlegung und Veröffentlichung der Verträge, periodischen Veröffentlichungen und sonstigen Berichten und Dokumenten, einschliesslich Kosten für gegebenenfalls notwendige Übersetzungen, die durch das Gesetz, durch Reglements oder den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der Behörden der Vertriebsländer notwendig sind;

(m) ein angemessener Anteil an den Kosten für die Werbung und an solchen Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;

(n) Kosten der für die Anteilhaber bestimmten Veröffentlichungen.

(4) Sämtliche wiederkehrenden Kosten, Gebühren und Entgelte werden zuerst den Anlageerträgen, dann den realisierten Kapitalgewinnen und schließlich dem Fondsvermögen angerechnet. Andere Kosten wie insbesondere die Gründungskosten, die auf ca. EUR 30.000,- geschätzt werden, können über eine Periode von höchstens fünf Jahren abgesetzt werden.

(5) Das Fondsvermögen haftet für alle vom Fonds zu tragenden Kosten.

Art. 15. Geschäftsjahr, Rechnungslegung und Revision

(1) Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Juli eines jeden Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Auflegung des Fonds und endet am 30. Juni 2002.

(2) Der Jahresabschluss des Fonds und dessen Bücher werden durch einen in Luxemburg zugelassenen Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

(3) Nach Abschluss eines jeden Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft gibt über den Fonds, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Nach Ende der ersten Hälfte eines jeden Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern ferner einen Zwischen- bzw. Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft gibt über den Fonds und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres.

(a) Der geprüfte jährliche Rechenschaftsbericht wird spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht. Der erste geprüfte Jahres-/Rechenschaftsbericht wird zum 30. Juni 2002 erstellt.

(b) Der ungeprüfte Zwischen- bzw. Halbjahresbericht wird zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht. Der erste ungeprüfte Zwischen-/Halbjahresbericht wird zum 31. Dezember 2002 erstellt.

Die Berichte sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahl- und Vertriebsstellen erhältlich.

Art. 16. Dauer des Fonds und Auflösung

(1) Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft nach deren freiem Ermessen aufgelöst werden.

(2) Im übrigen erfolgt eine Auflösung des Fonds zwingend:

(a) wenn der Depotbankvertrag gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Frist erfolgt;

(b) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs oder Liquidation geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;

(c) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

(3) Die Auflösung des Fonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei Tageszeitungen, welche eine angemessene Auflage erreichen, veröffentlicht. Eine dieser Tageszeitungen muss eine Luxemburger Zeitung sein.

(4) Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen vom Tage der Entscheidung der Verwaltungsgesellschaft an eingestellt.

Die Depotbank löst den Fonds im besten Interesse der Anteilhaber auf und wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare (der «Netto-Liquidationserlös»), auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber im Verhältnis ihrer jeweiligen Anteile verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern nicht eingefordert worden sind, werden, soweit dann gesetzlich erforderlich, von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der «Caisse des Consignations» in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort eingefordert werden.

(5) Die Verwaltungsgesellschaft hat in bestimmten Fällen das Recht, die Verschmelzung des Fonds mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds (Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988) zu beschließen. Die Verschmelzung kann beschlossen werden, wenn das Nettovermögen des Fonds unter EUR 5 Millionen fällt und eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Fondsvermögens nicht mehr gewährleistet werden kann oder wenn die wirtschaftliche und politische Situation sich ändert.

Die Anteilhaber des Fonds haben vor der tatsächlichen Verschmelzung mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds die Möglichkeit, aus dem Fonds durch die kostenlose Rücknahme ihrer Anteile auszuschneiden, und dies innerhalb des Monats nach Veröffentlichung des Fusionsbeschlusses durch die Verwaltungsgesellschaft.

Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds (Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988) zu verschmelzen, wird im «Luxemburger Wort» veröffentlicht sowie in einer anderen Zeitung, die in den Vertriebsländern des Fonds veröffentlicht wird.

(6) Die Entscheidung, den Fonds mit einem anderen ausländischen Investmentfonds zu verschmelzen, obliegt den Anteilhabern des Fonds, wobei diese Entscheidung von den Anteilhabern einstimmig getroffen werden muss. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt wird, sind nur diejenigen Anteilhaber an die Entscheidung gebunden, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei allen anderen Anteilhabern wird davon ausgegangen, daß sie einen Antrag auf Rückkauf ihrer Anteile gestellt haben.

(7) Weder die Anteilhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung oder die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 17. Verjährung und Vorlegungsfrist

(1) Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach Entstehung des Anspruchs. Unberührt bleibt die in Artikel 16 Absatz (4) des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

(2) Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt fünf Jahre ab der Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb dieser Frist angefordert werden, verfallen zugunsten des Fonds.

Art. 18. Änderung und Veröffentlichung des Verwaltungsreglements

(1) Die Verwaltungsgesellschaft kann dieses Verwaltungsreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

(2) Die erstmals gültige Fassung dieses Verwaltungsreglements sowie Änderungen desselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht und treten, soweit nicht anders bestimmt, am Tag ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen veranlassen.

Art. 19. Anwendbares Recht- und Gerichtsstand, Vertragssprache, Inkrafttreten

(1) Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem luxemburgischen Recht. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

(2) Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des sachlich zuständigen Gerichts der Stadt Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und/oder die Depotbank können sich und den Fonds jedoch in Zusammenhang mit Forderungen von Anlegern aus anderen Ländern der Gerichtsbarkeit jener Länder unterwerfen, in denen Anteile angeboten und verkauft werden.

(3) Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in welchen Anteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger dieser Länder verkauft werden.

(4) Das vorliegende Verwaltungsreglement tritt am 11. März 2002 in Kraft.

Luxemburg, den 11. März 2002.

BERENBERG LUX INVEST S.A., Société Anonyme

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschrift / Unterschrift

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme

Die Depotbank

Unterschrift / Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 2002, vol. 565, fol. 89, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(22534/006/660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2002.

**ADIG WELT INVEST 4/2007, Fonds Commun de Placement,
(anc. EuroWährungsGarant 3/2003).**

—
VERWALTUNGSREGLEMENT

Allgemeiner Teil

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil - ist im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N. 202 vom 1. April 1998 unter dem Namen EuroWährungsGarant 3/2003 veröffentlicht.

Besonderer Teil

Art. 19. Fondsbezeichnung und Depotbank

Der Name des Fonds lautet ADIG Welt Invest 4/2007. Depotbank ist die COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A. (société anonyme), Luxemburg.

Art. 20. Anlagepolitik

Ziel der Anlagepolitik ist es, den Anteilinhaber an der positiven durchschnittlichen Kursentwicklung ausgewählter Aktienmärkte zu beteiligen.

Zu diesem Zweck erwirbt der Fonds insbesondere Wertpapiere, die eine Beteiligung an ausgewählten Aktienindizes verbriefen, wie beispielsweise Partizipationsscheine auf den Dow Jones EURO STOXX 50, S&P 500 und TOPIX (Index-Zertifikate, die an Börsen oder an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der OECD gehandelt werden, wobei dies Wertpapiere gemäß der EG-Richtlinie (85/611/EWG) vom 20. Dezember 1985 sein müssen) und/oder Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Anleihen mit variablem Zins, Zero-Bonds und sonstige zulässige Vermögenswerte. Durch den Erwerb der Wertpapiere und Anlageinstrumente sollen eventuelle Kursrückgänge der erworbenen Aktien beziehungsweise Indexpartizipationsscheine bezogen auf den Anteilwert am Auflagetag zum Laufzeitende des Fonds abgesichert werden. Es wird versucht einen Liquidationserlös je Anteil von 50,- EUR nicht zu unterschreiten, wobei der Liquidationserlös jedoch nicht garantiert wird.

Zur Beteiligung der Anleger an den positiven durchschnittlichen Kursentwicklungen der Aktienindizes Dow Jones EURO STOXX 50, S&P 500 sowie TOPIX und zur Absicherung eines Teils der eventuellen Kursrückgänge der erworbenen Aktien beziehungsweise Indexpartizipationsscheine bezogen auf den Anteilwert am Auflagetag, kann der Fonds außerdem Optionen erwerben und verkaufen, gemäß Artikel 4 B) 1 a). In Abweichung von Artikel 4 B) 1 a) des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» dürfen diese Optionen sowohl notiert als auch nicht-notiert sein. Voraussetzung für den Erwerb nicht-notierter Optionen ist, dass es sich bei den Vertragspartnern um Finanzeinrichtungen erster Ordnung handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind. Dabei darf die Summe der Prämien in Abweichung von Artikel 4 B) 1 b) des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» 35 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen. Darüber hinaus kann der Fonds andere geeignete Instrumente und Techniken nutzen, und zwar insbesondere notierte und nicht-notierte Short Forwards, also den Verkauf von Indexterminkontrakten, mit denen die im Fonds enthaltenen Wertpapiere ganz oder teilweise abgesichert werden können. Voraussetzung für den Verkauf nicht notierter Forwards ist, dass es sich bei den Vertragspartnern um Finanzeinrichtungen erster Ordnung handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind. Anlagen dürfen in jedweder Währung erfolgen, wobei Anlagen, die nicht auf Fondswährung lauten, gegenüber dieser größtenteils währungskursgesichert werden.

Gemäß Artikel 4 C) 5 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Mitgliedstaat der OECD außerhalb der EU oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere müssen im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sein, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 21. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis, Bewertungstag

1. Die Fondswährung ist der Euro.

2. Ausgabepreis ist der Inventarwert je Anteil gemäß Artikel 5 in Verbindung mit Artikel 6 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,0 %. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in Vertriebsländern anfallen.

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert je Anteil gemäß Artikel 5 in Verbindung mit Artikel 9 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil», von dem eine Rücknahmeprovision zugunsten des Fonds erhoben werden kann, welche 1,5%

des Inventarwertes je Anteil nicht übersteigen darf und zugunsten des Fonds erhoben wird. Diese Rücknahmeprovision wird täglich einheitlich für alle Anteilrücknahmen wirksam.

4. Der Inventarwert je Anteil wird gemäß Artikel 5 Verwaltungsreglement «Allgemeiner Teil» in Verbindung mit den Artikeln 6 bzw. 9 ermittelt. Dabei werden nicht-notierte Optionen auf Aktienindizes zu den Geldkursen bewertet, die von hierauf spezialisierten Finanzeinrichtungen erster Ordnung gestellt werden.

5. Kauf- und Verkaufsaufträge für Anteile, die bis einschließlich 12.00 Uhr eines Bewertungstages gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» in Verbindung mit Artikel 21 Absatz 6 des Verwaltungsreglements «Besonderer Teil» eingegangen sind, werden zu den Ausgabe- und Rücknahmepreisen des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Kauf und Verkaufsaufträge für Anteile, die nach 12.00 Uhr eines Bewertungstages gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» in Verbindung mit Artikel 21 Absatz 6 des Verwaltungsreglements «Besonderer Teil» eingegangen sind, werden zu den Ausgabe- und Rücknahmepreisen des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

6. In Abweichung von Artikel 5 Verwaltungsreglement «Allgemeiner Teil» gilt als Bewertungstag jeder Tag, der sowohl in Luxemburg, Amsterdam, London, Paris, New York, Tokio, Brüssel, Madrid, Mailand, Helsinki, Lissabon als auch in Frankfurt am Main Börsentag ist und zusätzlich in New York am Vortag Börsentag war.

Art. 22. Kosten der Verwaltung und der Depotbank

1. Aus dem Fondsvermögen erhält die Verwaltungsgesellschaft eine Vergütung von bis zu 1,2% p.a. zuzüglich eventuell anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, die auf den täglich ermittelten Inventarwert zu berechnen und am Ende eines jeden Monats zahlbar ist.

2. Die Depotbank erhält für die Erfüllung ihrer Aufgaben ein Entgelt von bis zu 0,10 % p.a. zuzüglich eventuell anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, das auf den täglich ermittelten Inventarwert zu berechnen und am Ende eines jeden Monats zahlbar ist, und eine Bearbeitungsgebühr von bis zu 0,125 % des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds soweit ihr dafür nicht bankübliche Gebühren zustehen.

3. Darüber hinaus gehen die im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds anfallenden Aufwendungen und Kosten nach Maßgabe von Artikel 11 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» zu Lasten des Fonds.

Art. 23. Thesaurierung der Erträge

Die während des Rechnungsjahres angefallenen ordentlichen Nettoerträge des Fonds werden ebenso wie realisierte Kapitalgewinne, Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und sonstige Erträge nicht ausgeschüttet, sondern im Fonds wieder angelegt.

Art. 24. Anteilzertifikate

Die Anteile des Fonds (Artikel 8 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil») werden in Globalurkunden verbrieft, die auf den Inhaber lauten und über jede von der Verwaltungsgesellschaft bestimmte Anzahl von Anteilen ausgestellt werden. Entgegen den Bestimmungen (Ausführungen) in Artikel 1, 6, 8 und 9 des Verwaltungsreglements besteht ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke nicht.

Art. 25. Rechnungsjahr

Das erste Rechnungsjahr läuft von der Gründung des Fonds bis zum 3. April 2003. Die folgenden Rechnungsjahre des Fonds beginnen jeweils am 4. April und enden am 3. April.

Art. 26. Dauer des Fonds, Liquidation und Verteilung des Fondsvermögens

Abweichend von Artikel 16 Absatz 1 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» ist die Dauer des Fonds auf den 3. April 2007 befristet.

Die Ausgabe von Anteilen erfolgt längstens bis zum 19. Januar 2007.

Die Verwaltungsgesellschaft wird mit der Veräußerung des Fondsvermögens am 28. März 2007 beginnen und bis zum Ende der Laufzeit am 3. April 2007 alle Vermögensgegenstände veräußern, die Forderungen einziehen und die Verbindlichkeiten tilgen.

Die Rückgabe von Fondsanteilen ist mit Ausnahme der Tage vom 28. März 2007 bis einschließlich 3. April 2007 (an diesen Tagen wird die Rückgabe im Anlegerinteresse ausgeschlossen, einerseits zur frühzeitigen Ermittlung des Liquidationserlöses und zu dessen rechtzeitiger Zahlung an den Anteilinhaber sowie zur Ermittlung eventueller Leistungen der Verwaltungsgesellschaft) möglich. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Rücknahme von Fondsanteilen einzustellen, wenn dies im Interesse der Gleichbehandlung der Anteilinhaber und einer ordnungsgemäßen Abwicklung, und zwar insbesondere in den Fällen des Artikel 9 und 10 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» geboten erscheint.

Spätestens am Tag nach der Fondsauflösung, welcher ein Bewertungstag ist, gibt die Verwaltungsgesellschaft den Liquidationserlös je Fondsanteil bekannt, der bei der Depotbank sowie bei den Zahlstellen des Fonds an diesem Tag zur Auszahlung gelangt.

Alle eventuell anfallenden Kosten der Liquidation werden von der Verwaltungsgesellschaft getragen.

Luxemburg, den 4. März 2002.

ADIG-INVESTMENT LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2002, vol. 565, fol. 99, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(23913/000/116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2002.

SWISSCA LUX FUND, Fonds Commun de Placement.*Abänderung der Vertragsbedingungen*

Aufgrund einer Beschlussfassung der SWISSCA LUX FUNDS MANAGEMENT S.A., tätig als Verwaltungsgesellschaft des Swissca Lux Fund («der Fonds»), wurden die Vertragsbedingungen des Fonds wie folgt abgeändert.

1. Artikel 4 betreffend die Anlagepolitik, Absatz 2 wurde abgeändert und liest sich nunmehr wie folgt:

Der Fonds strebt langfristiges Kapitalwachstum, verbunden mit angemessenem Ertrag an. Die Mittel der Teilfonds der Gruppe Sector und der Gruppe Small and Mid Caps werden in ein Anlageuniversum investiert, welchem Unternehmen aufgrund ihres hauptsächlichlichen Tätigkeitsbereiches zugeordnet werden, jeweils jedoch zu mindestens 2/3 in Aktien von Gesellschaften aus dem jeweiligen Index bzw. den jeweiligen Indices, auf welche der Name des Anlageuniversums hinweist.

2. Artikel 4 betreffend die Anlagepolitik, 8ter Punkt betreffend Securities lending wurde im ersten Satz abgeändert und durch Einfügen eines neuen zweiten Satzes vervollständigt, so dass beide Sätze zu Anfang des Absatzes sich wie folgt lesen:

Bis zu 50% des Bestandes der in einem Teilfonds gehaltenen Wertpapiere dürfen ausgeliehen werden, sofern das Geschäft im Rahmen der von CLEARSTREAM BANKING S.A. und EUROCLEAR oder von anderen erstrangigen Finanzinstituten, welche auf diese Aktivitäten spezialisiert sind, festgelegten Bedingungen und Prozeduren abgeschlossen wird. Die vorgenannte prozentuale Begrenzung gilt nicht, wenn der Fonds jederzeit die Verträge auflösen und die Zurückerstattung der ausgeliehenen Titel erlangen kann.

Der weitere Text des Absatzes bleibt unverändert.

3. In Artikel 5 betreffend die Ausgabe von Anteilen wurde ein zweiter Absatz hinzugefügt, der sich wie folgt liest:

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Zeichnung von Geldbeträgen anzunehmen und auf deren Basis der Ausgabe von gestückelten (fraktionierten) Anteilen bis auf die vierte Dezimalstelle zuzustimmen. Die Verwaltungsgesellschaft ist in diesem Falle ermächtigt, eine der Vertriebs- oder Zahlstellen zu ermächtigen, den Anteilsinhabern schriftlich die Anteilszeichnung zu bestätigen. Zertifikate über gestückelte (fraktionierte) Anteile werden nicht ausgegeben. Anteilscheine über ganze Anteile werden - auf Verlangen - von der Depotbank über die Vertriebsstellen ausgeliefert.

4. In Artikel 5 betreffend die Ausgabe von Anteilen wurde der zweite Satz von Absatz 5 abgeändert und liest sich nun wie folgt:

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit nach ihrem Ermessen gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten zeitweise oder endgültig die Ausgabe von Anteilen aussetzen oder begrenzen beziehungsweise die Zeichnung von Geldbeträgen gestatten.

5. Artikel 6 betreffend den Ausgabepreis wurde Absatz 3 abgeändert und liest sich nunmehr wie folgt:

Bei der Ausgabe von Anteilen wird eine Vermittlungsgebühr erhoben, welche 5 % des Nettovermögenswertes eines Teilfonds nicht übersteigen darf und den Banken und Finanzinstituten zufließt, die mit dem Anteilsvertrieb befasst sind. Die vermittelnde Stelle kann jedoch eine Mindestgebühr von maximal CHF 80,- beziehungsweise deren Gegenwert in einer anderen Währung in Rechnung stellen. Zusätzlich werden alle anfallenden Ausgabesteuern belastet. Zur Deckung der Nebenkosten, die dem Fonds im Durchschnitt aus der Anlage des einbezahlten Betrages erwachsen, darf ein Aufschlag erhoben werden.

Die oben aufgeführten Abänderungen werden gemäss den Vertragsbestimmungen 15 Tage nach ihrer Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations rechtskräftig.

Zum Zweck der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations und zur Hinterlegung beim Registre de Commerce et des Sociétés.

Luxemburg, den 21. März 2002.

SWISSCA LUX FUNDS MANAGEMENT S.A. / BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg

- / Depotbank

G. Gudenburg

Le mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2002, vol. 566, fol. 1, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(23225/280/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2002.

B.G.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 67.174.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2001, vol. 562, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour la société

Signature

(82571/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

GUINEU INVERSIO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R. C. Luxembourg B 38.932.

GUINEU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 43.796.

—
PROJET DE FUSION

a) Forme, dénomination et siège social des sociétés à fusionner

Société absorbante:

GUINEU INVERSIO S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au registre de commerce et des sociétés, section B, sous le numéro 38.932.

Capital social: huit millions trois cent mille Euros (EUR 8.300.000), représenté par trois cent trente-deux mille (332.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25) chacune, intégralement libérées.

Société absorbée:

GUINEU S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, inscrite au registre de commerce et des sociétés, section B, sous le numéro 43.796.

Capital social: cinq millions Euros (EUR 5.000.000), représenté par deux cent mille (200.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25) chacune, intégralement libérées.

b) Rapport d'échange des actions

Les deux cent mille (200.000) actions de la société absorbée seront échangées contre trois cent vingt et un mille deux cent dix-huit (321.218) actions nouvelles de la société absorbante.

La société absorbée transférera à la société absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la date du 1^{er} janvier 2002.

Les actions nouvelles de la société absorbante seront émises à la suite d'une augmentation du capital de la société absorbante de huit millions trente mille quatre cent cinquante Euros (EUR 8.030.450), représenté par trois cent vingt et un mille deux cent dix-huit (321.218) actions nouvelles de vingt-cinq Euros (EUR 25) chacune. Le solde de l'actif net comptable de la société absorbée, à la date du 1^{er} janvier 2002, soit quatre millions deux cent quarante-cinq mille quatre cent dix virgule quatre-vingt-dix Euros (EUR 4.245.410,90), sera affecté au crédit d'un poste «Prime de fusion».

La participation de la société absorbée dans la société absorbante se montant à deux millions cinq cent trente-deux mille cinq cents Euros (EUR 2.532.500) sera annulée moyennant réduction de capital de la société absorbante de un million trois cent trente-deux mille cinq cents Euros (EUR 1.332.500) soit 53.300 actions d'une valeur nominale de EUR 25 chacune. La perte résultant de l'annulation de la participation, soit un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000), sera affectée au débit du poste «Prime de fusion» ce qui portera la prime de fusion à trois millions quarante-cinq mille quatre cent dix virgule quatre-vingt-dix Euros (EUR 3.045.410,90).

c) Modalité de remise des actions de la société absorbante:

Les actions nouvellement émises seront nominatives et leur inscription au nom des actionnaires de la société absorbée se fera au registre des actions de la société absorbante le jour de l'assemblée générale d'approbation de la fusion. Elles donneront droit de jouissance à partir du 1^{er} janvier 2002.

d) Les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante à partir du 1^{er} janvier 2002.

e) Il n'existe pas d'actionnaire ayant des droits spéciaux ni de porteur de titres autres que les actions.

f) Il n'a été attribué aucun avantage aux experts au sens de l'article 266 de la loi, aux membres du Conseil d'Administration ainsi qu'aux réviseurs des sociétés qui fusionnent.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2002.

GUINEU INVERSIO S.A. / GUINEU S.A.

Signatures / Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 18 mars 2002, vol. 565, fol. 83, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(22027/528/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2002.

KALISTO FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 72.822.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2001, vol. 562, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour la société

Signature

(82572/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

ATELIERS KRAIZBIERG, Société Coopérative,
(anc. KRAIZBIERG, Société Coopérative).
 Siège social: L-3598 Dudelange, route de Zoufftgen.
 R. C. Luxembourg B 21.238.

L'an deux mille un, le trois décembre, à Dudelange, au Domaine KraizbiERG.
 Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire des coopérateurs de la société KRAIZBIERG, Société coopérative, avec siège social à Dudelange, route de Zoufftgen, constituée suivant acte sous seing privé daté du 23 janvier 1984, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 53 du 22 février 1984, dont les statuts ont été modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire du 30 mai 1990, publiée par extrait au Mémorial C, numéro 433 du 24 novembre 1990, par l'Assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 1992, publiée par extrait au Mémorial C, numéro 203 du 5 mai 1993, et par l'Assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 1997, publiée au Mémorial C, numéro 96 du 13 février 1998,

immatriculée au registre du commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 21.238.

Bureau

La séance est ouverte à 18.00 heures sous la présidence de Monsieur Lucien Thiel, Directeur de l'A.B.B.L., demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Tom Bellion, Directeur de la FONDATION KRAIZBIERG, demeurant à Wellenstein.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Joseph Matheis, Directeur Honoraire, demeurant à Syren.

Composition de l'Assemblée

Les coopérateurs présents ou représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les coopérateurs présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des coopérateurs représentés à la présente Assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Exposé de Monsieur le Président

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente Assemblée a l'ordre du jour suivant:

«1. Modification de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Entre les comparants et toute autre personne physique ou morale qui par la suite adhérera aux présents statuts et sera admise dans la société, il est constitué une société coopérative sous la dénomination ATELIERS KRAIZBIERG, régie par les présents statuts et par toutes dispositions législatives concernant les sociétés coopératives en général.

2. Modification de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société coopérative a pour objet la production et la commercialisation, c'est-à-dire la promotion, la diffusion, l'achat et la vente sous toutes formes appropriées de produits fabriqués, transformés, cultivés ou élevés par les handicapés ainsi que des prestations de services effectuées par eux, sous toutes formes quelles qu'elles soient, telles qu'à titre indicatif, des travaux d'imprimerie, au sens large du terme, de jardinage, de comptabilité, d'élaboration de repas livrés ou commercialisés sous n'importe quelle forme, toutes activités dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et notamment la création de sites Internet et le commerce électronique en général.

La société a, en outre, comme objet, la promotion, la formation et le développement de la créativité des personnes handicapées, sous quelque forme que ce soit.

Pour réaliser son objet, la société est autorisée à:

- constituer et entretenir tous stocks de produits et de marchandises, constituer et posséder tous dépôts ou entrepôts particuliers, procéder à toutes opérations nécessaires;
- implanter, exploiter ou faire exploiter tous magasins de vente;
- apporter tout concours financier sous quelque forme que ce soit aux associés de la société coopérative;
- mettre en oeuvre les techniques commerciales et publicitaires à promouvoir les ventes dont il est question;
- effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la réalisation des objets ci-dessus;
- effectuer toutes opérations de synergie avec d'autres associations en vue de mettre en commun plusieurs actions concourant à un effet unique et aboutissant à une économie de moyens;
- engager du personnel.»

3. Modification de l'article 6 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** La société coopérative comprend en dehors de la FONDATION KRAIZBIERG, Etablissement d'utilité publique, six associés au moins choisis parmi les administrateurs, les handicapés eux-mêmes, les parents de personnes handicapées, les cadres dirigeants et les salariés à profession socio-éducative, paramédicale ou d'instructeur de ladite Fondation ou de la société coopérative ATELIERS KRAIZBIERG».

4. Augmentation du capital social d'un montant de cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (55.233,75) francs pour le porter de son montant actuel de six millions cinq cent mille (6.500.000,-) francs à six millions cinq cent cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (6.555.233,75) francs, sans création de parts sociales nouvelles, mais par augmentation correspondante de la valeur nominale des parts sociales existantes.

5. Changement de la monnaie d'expression du capital social de manière à ce que le capital social actuel de six millions cinq cent cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (6.555.233,75) francs, représenté par six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille huit virgule quatre mille neuf cent soixante-quinze (1.008,4975) francs chacune, soit remplacé par un capital social de cent soixante-deux mille cinq cents (162.500,-) euros, divisé en six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

6. Modification de l'article 7 des statuts, pour lui donner la teneur suivante.

«**Art. 7.** Le capital social de la société est constitué par les parts des sociétaires et le fonds de réserve.

Le capital social est fixé à la somme de cent soixante-deux mille cinq cents (162.500,-) euros, divisé en six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune, entièrement libérées.

Les parts sont obligatoirement nominatives, non cessibles, non négociables et indivisibles à l'égard de la société.

Il sera tenu au siège de la société coopérative un registre sur lequel les associés sont inscrits par ordre chronologique d'adhésion et numéro d'inscription avec indication du capital souscrit.

Les associés sont tenus individuellement des dettes sociales et jusqu'à concurrence de leur mise seulement.»

7. Modification de l'ancien article 19 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 19.** Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et des affaires de la société et sa représentation dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les statuts est de sa compétence.

Sur décision préalable du Conseil d'Administration tous les actes doivent, pour engager la société, être signés par le Président ou le Vice-Président ou le Secrétaire; les signataires n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil.

Le Président, le Vice-Président et le Secrétaire peuvent déléguer leur signature, dans le cadre d'un acte de délégation de signature dûment approuvé au préalable par le conseil d'administration, à un ou plusieurs administrateurs, cadres dirigeants, responsables techniques des ATELIERS KRAIZBIERG ou de la FONDATION KRAIZBIERG.»

II.- Il existe actuellement six mille cinq cents (6.500) parts sociales, d'une valeur nominale de mille francs (frs 1.000) chacune, entièrement libérées et représentant l'intégralité du capital social de six millions cinq cent mille francs (frs. 6.500.000,-). Il résulte de la liste de présence que toutes les parts sociales sont présentes ou représentées. L'Assemblée peut donc délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour, sans qu'il soit besoin de justifier de l'accomplissement des formalités relatives aux convocations.

Constatation de la validité de l'Assemblée

L'exposé de Monsieur le Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'Assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les points à l'ordre du jour.

Résolutions

L'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de modifier l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Entre les comparants et toute autre personne physique ou morale qui par la suite adhèrera aux présents statuts et sera admise dans la société, il est constitué une société coopérative sous la dénomination ATELIERS KRAIZBIERG, régie par les présents statuts et par toutes dispositions législatives concernant les sociétés coopératives en général.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société coopérative a pour objet la production et la commercialisation, c'est-à-dire la promotion, la diffusion, l'achat et la vente sous toutes formes appropriées de produits fabriqués, transformés, cultivés ou élevés par les handicapés ainsi que des prestations de services effectuées par eux, sous toutes formes quelles qu'elles soient, telles qu'à titre indicatif, des travaux d'imprimerie, au sens large du terme, de jardinage, de comptabilité, d'élaboration de repas livrés ou commercialisés sous n'importe quelle forme, toutes activités dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et notamment la création de sites Internet et le commerce électronique en général.

La société a, en outre, comme objet, la promotion, la formation et le développement de la créativité des personnes handicapées, sous quelque forme que ce soit.

Pour réaliser son objet, la société est autorisée à:

- constituer et entretenir tous stocks de produits et de marchandises, constituer et posséder tous dépôts ou entrepôts particuliers, procéder à toutes opérations nécessaires;
- implanter, exploiter ou faire exploiter tous magasins de vente;
- apporter tout concours financier sous quelque forme que ce soit aux associés de la société coopérative;
- mettre en oeuvre les techniques commerciales et publicitaires à promouvoir les ventes dont il est question;
- effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la réalisation des objets ci-dessus;

- effectuer toutes opérations de synergie avec d'autres associations en vue de mettre en commun plusieurs actions concourant à un effet unique et aboutissant à une économie de moyens;
- engager du personnel.».

Troisième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier l'article 6 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** La société coopérative comprend en dehors de la FONDATION KRAIZBIERG, Etablissement d'utilité publique, six associés au moins choisis parmi les administrateurs, les handicapés eux-mêmes, les parents de personnes handicapées, les cadres dirigeants et les salariés à profession socio-éducative, paramédicale ou d'instructeur de ladite Fondation ou de la société coopérative ATELIERS KRAIZBIERG.»

Quatrième résolution

L'Assemblée générale décide d'augmenter le capital social d'un montant de cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (55.233,75) francs pour le porter de son montant actuel de six millions cinq cent mille (6.500.000,-) francs à six millions cinq cent cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (6.555.233,75) francs, sans création de parts sociales nouvelles, mais par augmentation correspondante de la valeur nominale des parts sociales existantes.

Souscription et libération

L'augmentation de capital a été souscrite à l'instant par les associés, chacun d'eux en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent, et a été intégralement libérée par versements en espèces, de sorte que du chef de la présente augmentation de capital, la somme de cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (55.233,75) francs se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Cinquième résolution

L'Assemblée générale décide de changer la monnaie d'expression du capital social de manière à ce que le capital social actuel de six millions cinq cent cinquante-cinq mille deux cent trente-trois virgule soixante-quinze (6.555.233,75) francs, représenté par six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille huit virgule quatre mille neuf cent soixante-quinze (1.008,4975) francs chacune, soit remplacé par un capital social de cent soixante-deux mille cinq cents (162.500,-) euros, divisé en six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Sixième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'Assemblée générale décide de modifier l'article 7 des statuts, pour lui donner la teneur suivante.

«**Art. 7.** Le capital social de la société est constitué par les parts des sociétaires et le fonds de réserve.

Le capital social est fixé à la somme de cent soixante-deux mille cinq cents (162.500,-) euros, divisé en six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune, entièrement libérées.

Les parts sont obligatoirement nominatives, non cessibles, non négociables et indivisibles à l'égard de la société.

Il sera tenu au siège de la société coopérative un registre sur lequel les associés sont inscrits par ordre chronologique d'adhésion et numéro d'inscription avec indication du capital souscrit.

Les associés sont tenus individuellement des dettes sociales et jusqu'à concurrence de leur mise seulement.»

Septième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier l'ancien article 19 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 19.** Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et des affaires de la société et sa représentation dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les statuts est de sa compétence.

Sur décision préalable du Conseil d'Administration tous les actes doivent, pour engager la société, être signés par le Président ou le Vice-Président ou le Secrétaire; les signataires n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil.

Le Président, le Vice-Président et le Secrétaire peuvent déléguer leur signature, dans le cadre d'un acte de délégation de signature dûment approuvé au préalable par le conseil d'administration, à un ou plusieurs administrateurs, cadres dirigeants, responsables techniques des ATELIERS KRAIZBIERG ou de la FONDATION KRAIZBIERG.»

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Frais

Le montant des frais, rémunérations et charges, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de quarante mille francs luxembourgeois (LUF 40.000,-).

Dont procès-verbal, fait et dressé, date et lieu qu'en tête des présentes.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'Assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé le présent procès-verbal avec Nous Notaire, aucun autre coopérateur n'ayant demandé à signer.

Signé: Thiel, Bellion, Matheis, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2001, vol. 10CS, fol. 84, case 8. – Reçu 552 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 17 décembre 2001.

T. Metzler.

(82486/222/190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

**ATELIERS KRAIZBIERG, Société Coopérative,
(anc. KRAIZBIERG, Société Coopérative).**

Siège social: L-3598 Dudelange, route de Zoufftgen.
R. C. Luxembourg B 21.238.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 17 décembre 2001.

T. Metzler.

(82487/222/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

FINLUXINFO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 66.337.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le jeudi 22 novembre 2001

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 novembre 2001, et avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social de la société a été converti de 1.250.000,- LUF en 30.986,69 EUR et a été augmenté à 31.250,- EUR par incorporation d'un montant de 263,31 EUR à prélever sur les résultats reportés.

Le capital social est dorénavant fixé à 31.250,- EUR (trente et un mille deux cent cinquante euros), divisé en 1.250 actions (mille deux cent cinquante) de 25,- EUR (vingt-cinq euros) chacune.

«Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à EUR 1.250.000,- par la création et l'émission d'actions nouvelles de EUR 25,- chacune.»

Luxembourg, le 23 novembre 2001.

Pour FINLUXINFO HOLDING S.A.

LMC GROUP S.A., Société Anonyme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 31, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(82531/744/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

LEND LEASE ASIA PROPERTIES, SICAF, Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 79.041.

A la suite de la démission de M. Matthew Banks, M. David James Ross, manager, demeurant à Australia Square, Sydney NSW 2001, Australie a été co-opté en tant qu'administrateur par le Conseil d'Administration en date du 27 novembre 2001 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Dès lors le Conseil d'Administration de la Société se composera de la façon suivante:

- M. James Quille
- M. David James Ross
- M. Frederick John Lee
- M. Martin Hoek
- M. George Abbott Davis
- M. Allen Anderson
- M. Robert Edelstein

La publicité de cette nomination est en conformité avec la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour la société

A. Steichen

Avocat à la Cour

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2001, vol. 562, fol. 62, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(82538/256/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

24177

M.T.T. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 52.938.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 avril 2002 à 15.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg, et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
- Approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2001.
- Affectation du résultat.
- Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Divers.

I (00977/000/16)

Le Conseil d'Administration.

JUMACO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 24.551.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 avril 2002 à 11.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg, et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
- Approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2001.
- Affectation du résultat.
- Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Divers.

I (00983/000/16)

Le Conseil d'Administration.

OCCIDENTAL TRUST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société OCCIDENTAL TRUST S.A. qui se tiendra au siège social, 15, boulevard Roosevelt à Luxembourg, le mercredi 24 avril 2002 à 10.00 heures, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes de la liquidation.
2. Décharge au liquidateur de la société.
3. Constatation de la liquidation de la société et de la fin de son existence.
4. Divers.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer au siège social de la société, les titres qu'ils détiennent cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

I (00985/687/16)

Le Conseil d'Administration.

ARTES S.A., Société Anonyme.

Capital social: LUF 227.150.000 - entièrement libéré.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R. C. Luxembourg B 55.762.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2001, vol. 562, fol. 59, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

(82705/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

JORDANUS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 14.033.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le jeudi 25 avril 2002 à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du commissaire aux comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01010/755/17)

Le Conseil d'Administration.

LUX FOODS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 10.770.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 24 avril 2002 à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Rapports de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapports du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels aux 31 décembre 1999, 31 décembre 2000 et 31 décembre 2001 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur;
- Démission d'Administrateurs et nomination de nouveaux Administrateurs;
- Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes;
- Dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, autorisation à conférer au Conseil d'Administration en vue de la conversion de capital de LUF en Euro.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01026/755/22)

Le Conseil d'Administration.

NETRIMO FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 44.241.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 24 avril 2002 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 2001,
- Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Divers.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01265/755/20)

Le Conseil d'Administration.

VOLTERIA HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 71.316.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 avril 2002 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du Commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. remplacement d'un Administrateur démissionnaire et du Commissaire de Surveillance;
- g. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- h. divers.

I (01087/045/18)

Le Conseil d'Administration.

EUROSTATES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 43.371.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 17 avril 2002 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
4. Divers.

I (01088/005/15)

Le Conseil d'Administration.

HAMEL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.838.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 17 avril 2002 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
4. Divers.

I (01089/005/15)

Le Conseil d'Administration.

TECNOVERT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 24.039.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2001, vol. 562, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour la société

Signature

(82573/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

THE «B» PARTNERS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 20.727.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *16 avril 2002* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
4. Divers.

I (01091/005/15)

Le Conseil d'Administration.

INTERNATIONAL HOTEL DEVELOPMENT COMPANY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 9.937.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *16 avril 2002* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
4. Divers.

I (01093/005/15)

Le Conseil d'Administration.

PASER PARTICIPATIONS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 44.287.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *15 avril 2002* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 novembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2001.
4. Divers.

I (01095/005/15)

Le Conseil d'Administration.

MASTAR INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 77.257.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *16 avril 2002* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (01142/696/14)

Le Conseil d'Administration.

SANOB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 49.746.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 avril 2002 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

I (01115/005/16)

Le Conseil d'Administration.

LA JUMAS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 50.851.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 19 avril 2002 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01238/755/17)

Le Conseil d'Administration.

SOPHALEX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 50.859.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 19 avril 2002 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01239/755/17)

Le Conseil d'Administration.

NOUVELLE BIJOUTERIE MAMER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 223, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 53.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 18 décembre 2001, vol. 562, fol. 60, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(82656/514/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

PARTIDIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 15.262.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le jeudi 25 avril 2002 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations Statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01240/755/17)

Le Conseil d'Administration.

JOVEST HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 38.919.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 22 avril 2002 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations Statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01241/755/17)

Le Conseil d'Administration.

**S.P.D.A.S., SOCIETE DE PROMOTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE SERVICES,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 15.683.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 18 avril 2002 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers

I (01252/000/15)

Le Conseil d'Administration.

MORHENG PEINTURE-DECORATION-RESTAURATION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 269, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 53.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 18 décembre 2001, vol. 562, fol. 60, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(82657/514/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

ALL CAR SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 34.943.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mercredi 17 avril 2002 à 10.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement du mandat de deux administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Nomination d'un nouvel administrateur.
6. Divers.

I (01253/000/16)

Le Conseil d'Administration.

KRITSA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 34.416.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 16 avril 2002 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

I (01266/000/14)

Le Conseil d'Administration.

INVESTDEUTSCHLAND S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 35.810.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 16 avril 2002 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

I (01267/000/14)

Le Conseil d'Administration.

CAPITAL INTERNATIONAL EUROPE FUND MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.
R. C. Luxembourg B 50.548.

Le Rapport Semestriel Non-Audité pour la période se terminant le 30 septembre 2001 de CAPITAL INTERNATIONAL EUROPE FUND FCP, enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2001, vol. 562, fol. 56, case 4, a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2001.

*Pour CAPITAL INTERNATIONAL EUROPE FUND FCP
For and behalf of J.P. MORGAN BANK LUXEMBOURG S.A.*

*S. R. Fenton
Managing Director*

(82615/013/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

FUTUR 2000, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 39.343.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 23 avril 2002 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01304/755/17)

Le Conseil d'Administration.

BETA LUX SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 79.324.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

se tiendra le mercredi 17 avril 2002 à 11.00 heures, à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 16, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2001 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
2. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
3. Nominations statutaires;
4. Divers.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'Assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

I (01305/584/19)

Le Conseil d'Administration.

ITU-LUX, S.à r.l., ITU-LUX INGENIEURS-CONSEILS TECHNIQUES ET ECOLOGIQUES DE LUXEMBOURG, Société à responsabilité limitée.

Gesellschaftssitz: L-6976 Oberanven, 7B, rue du Coin.
H. R. Luxemburg B 50.068.

AUSZUG

Durch Gesellschafterbeschluss vom 22. November 2001 wurde beschlossen, das Gesellschaftskapital in Euro umzuwandeln und Artikel 5 der Satzungen folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt siebenundzwanzigtausendzweihundertachtundsechzig Komma neunundzwanzig Euro (27.268,29 EUR) aufgeteilt in eintausendeinhundert (1.100) Anteile von jeweils vierundzwanzig Komma neunundsiebzig Euro (24,79 EUR), welche sich wie folgt verteilen:

1.- Frau Dr. Eva Jager, Fachärztin für Hygiene, wohnhaft in D-64807 Dieburg, An der Brückenmühle 4, fünfhundertneunundvierzig Anteile.	549
2.- Herr Prof. Dr. Johannes Jager, Universitätsprofessor, wohnhaft in D-64807 Dieburg, An der Brückenmühle 4, fünfhunderteinundfünfzig Anteile.	551
Total: eintausendeinhundert Anteile	1.100»

Oberanven, den 22. November 2001.

Für gleichlautende Auszug

Dr. E. Jager / Prof. Dr. J. Jager

Enregistré à Grevenmacher, le 12 décembre 2001, vol. 168, fol. 91, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

(82553/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

BETA INTERNATIONAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 46.902.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

se tiendra le mercredi 17 avril 2002 à 10.00 heures, à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 16, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2001 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
2. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
3. Nominations statutaires;
4. Divers.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'Assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

I (01306/584/19)

Le Conseil d'Administration.

FORTIS L FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 32.327.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

se tiendra le vendredi 19 avril 2002 à 14.30 heures, à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 16, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2001 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
2. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
3. Nominations statutaires;
4. Divers.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'Assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

I (01307/584/19)

Le Conseil d'Administration.

SVENSKA SELECTION FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2330 Luxembourg, 146, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 22.175.

You are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of SVENSKA SELECTION FUND, which is going to be held on April 5, 2002 at 2.45 p.m. at the Head Office, 146, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditors.
2. Approval of the Balance Sheet and the Profit and Loss account as at December 31st, 2001.
3. Discharge to be granted to the Directors and to the Statutory Auditor for the financial year ended December 31, 2001.
4. Election of the Directors and Auditors for the ensuing year.
5. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

II (00814/000/19)

The Board of Directors.

DAPHNIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 56.089.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 avril 2002 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. démission d'un administrateur et nomination de son remplaçant;
- f. démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant;
- g. renouvellement du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes;
- h. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- i. divers.

II (00773/045/19)

Le Conseil d'Administration.

DIVINTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 20.088.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 avril 2002 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. remplacement d'un Administrateur démissionnaire et du Commissaire de Surveillance;
- g. divers.

II (00796/045/17)

Le Conseil d'Administration

ANC. ETS. P. REGENWETTER & FILS, S.à r.l. et Cie, S.e.c.s., Société en commandite simple.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 27, rue de Bragance.
R. C. Luxembourg B 20.673.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise en assemblée générale extraordinaire en date du 3 juillet 2001, que la devise du capital social est changée en Euro et que l'article 6 des statuts est modifié comme suit:

«**Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à cinquante mille (50.000,-) EUR, représenté par deux mille (2.000) parts sociales de vingt-cinq (25,-) EUR chacune, entièrement libérées.

Les parts sont réparties comme suit:

1) ANC. ETS. P. REGENWETTER & FILS, S.à r.l. avec siège social à Luxembourg, 27, rue de Bragance . .	100
2) Monsieur Georges Regenwetter, maître-peintre, demeurant à Luxembourg, 27, rue de Bragance . . .	650
3) Madame Manette Giver, épouse de Monsieur Georges Regenwetter, sans état particulier, demeurant à Luxembourg, 27, rue de Bragance	650
4) Madame Véronique Regenwetter, maître peintre-décorateur, demeurant à Luxembourg, 23, rue Pierre Kohner	600
Total:	2.000»

Luxembourg, le 5 décembre 2001.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Enregistré à Grevenmacher, le 12 décembre 2001, vol. 168, fol. 92, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

(82549/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

24187

ABELARD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 82.340.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 avril 2002 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2001;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. remplacement d'un Administrateur démissionnaire et du Commissaire de Surveillance;
- g. divers.

II (00838/045/17)

Le Conseil d'Administration.

FIMIPROPERTIES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 39.505.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 22 avril 2002 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00925/755/17)

Le Conseil d'Administration.

THE MAJESTIC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 25.903.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 avril 2002 à 14.30 au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2000. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.
5. Question de la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
6. Divers.

II (00934/595/16)

Le Conseil d'Administration.

LUX-PROM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4973 Dippach, 161, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 65.899.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 18 décembre 2001, vol. 562, fol. 60, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(82658/514/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

SOCIETE DE FINANCEMENT DE LA ROUTE TAHOUA-ARLIT, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 14.879.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 9 avril 2002 à 10.30 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve, avec pour

Ordre du jour:

- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Rapport du liquidateur, Monsieur Jacquelin Ramé;
- Nomination du Commissaire à la liquidation.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00936/755/15)

Le Conseil d'Administration.

GEPE INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 41.151.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 8 avril 2002 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

II (01035/000/15)

Le Conseil d'Administration.

AXA WORLD FUNDS, Société à d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 63.116.

Notice is hereby given to shareholders that a

CLASS MEETING

of shareholders of AXA WORLD FUNDS - Benelux Equities (the «Sub-Fund») will be held at the registered office of AXA WORLD FUNDS (the «Company»), 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg on 8th April 2002 at 10.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. On 26 April 2002 (the «Effective Date»), the Sub-Fund will merge with AXA WORLD FUNDS - Euro Equities, a sub-fund of the Company, pursuant to and in accordance with Article 28 of the Articles of Incorporation of the Company, by contribution of all the net assets of the Sub-Fund to AXA WORLD FUNDS - Euro Equities. Shareholders of the Sub-Fund will receive Shares of the corresponding class of AXA WORLD FUNDS - Euro Equities at the net asset value per Share of the relevant class of AXA WORLD FUNDS - Euro Equities on the Effective Date. The number of Shares to be issued to the shareholders of the Sub-Fund will result from the exchange ratio based on the net asset value per Share of the relevant class of the Sub-Fund compared to the net asset value per Share of the corresponding class of AXA WORLD FUNDS - Euro Equities on the Effective Date and will be subject of an auditor's report drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg Law.
2. Upon merger, shareholders of the Sub-Fund will receive Shares of either «A» or «F» class of AXA WORLD FUNDS - Euro Equities in proportion to the amount of Shares held by them in the Sub-Fund.
3. Any other business.

Voting:

Approval of the above resolutions will require the affirmative vote of a majority of Shares present or represented at the meeting. No quorum of presence is required for the class meeting to be validly held.

Each whole Share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting. Shareholders who cannot attend the meeting in person are entitled to send duly completed and signed proxy forms to the offices of CITIBANK INTERNATIONAL PLC (LUXEMBOURG BRANCH), 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg for the attention of Ms Lydie Bini, to arrive no later than five days before the date of the meeting. Shareholders who do not agree with the above proposal are entitled to redeem their Shares in the Sub-Fund without redemption charge and to receive

cash from 25 March 2002 to 25 April 2002. The costs of this merger will be borne by AXA WORLD FUNDS - Euro Equities and will be approximately 10,200.

II (01036/755/34)

By Order of the Board of Directors.

STOCKS AND BONDS INVESTMENTS S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 58.885.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 10 avril 2002 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement du mandat de deux administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Nomination d'un nouvel administrateur.
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
7. Divers.

II (01044/000/17)

Le Conseil d'Administration.

PYRENEES S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 58.880.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 10 avril 2002 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement du mandat de deux administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Nomination d'un nouvel administrateur.
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
7. Divers.

II (01045/000/17)

Le Conseil d'Administration.

**FLED S.A., FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT S.A.,
Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 62.294.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2001

Les actionnaires de la société FLED S.A. se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire.

Il a été décidé:

1. Démission et décharge aux administrateurs Mme Luisella Moreschi, Melle Sandrine Klusa et Melle Angela Cinarelli.
2. Nomination en tant que nouveaux administrateurs en leur remplacement de M. Guiseppe Vaselli, M. Roberto Vaselli et Mme Christine Vaselli tous trois domiciliés via di Porta Pinciana 34, 00187 Rome, Italie.
3. Nomination de M. Roberto Vaselli aux fonctions d'administrateur-délégué.
4. Divers.

Les administrateurs nouvellement nommés termineront les mandats de leur prédécesseur.

Pour FLED S.A.

LMC GROUP S.A., Société Anonyme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2001, vol. 562, fol. 18, case 5.- Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(82535/744/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

MILLENIUM FUTURES S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 58.877.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 10 avril 2002 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement du mandat de deux administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Nomination d'un nouvel administrateur.
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
7. Divers.

II (01046/000/17)

Le Conseil d'Administration.

ECLUSE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, Avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 73.749.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 avril 2002 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
4. Divers.

II (01056/005/15)

Le Conseil d'Administration.

TRADE CLEAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Sainte Zithe.
R. C. Luxembourg B 51.820.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 12 décembre 2001

Première résolution

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de l'AGIS, S.à r.l. comme commissaire aux comptes, pour une nouvelle période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance en 2007 et statuant sur les comptes de l'exercice 2006.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité l'augmentation du capital de 13,31 Euros pour le porter de son montant actuel de 30.986,69 Euros à 31.000,- Euros par incorporation de réserve.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité d'adapter en conséquence la valeur nominale des actions émises et la mention du capital social.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité l'adaptation de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000,-) Euros représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix (310) Euros chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour l'Assemblée Générale

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2001, vol. 562, fol. 53, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(82674/514/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

VERDI S.A.H., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 26.262.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 9 avril 2002 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

II (01043/000/14)

Le Conseil d'Administration.

AXA WORLD FUNDS, Société à d'Investissement à Capital Variable.
Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 63.116.

Notice is hereby given to shareholders that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of AXA WORLD FUNDS (the «Company») will be held at the registered office of the Company, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg on 8th April 2002 at 9.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Restatement of the Articles of Incorporation of the Company by amendment of Articles 5, 6, 8, 9, 21, 23, 24, 28 and 29 of the Articles of Incorporation, in particular to enable the Directors to issue Shares in bearer form, to enable the Directors to limit the holding of any shareholders to 3% of the assets, to change the number of days within the Redemption Price shall normally be paid, to change the method to determine the Share Issue Price, to change the minimum holding amounts and to introduce quorum and majority requirements for the amendments to the Articles of Incorporation affecting the rights of the shareholders of any Sub-Fund.
2. Any other business.

Proposed amendments to the Articles of Incorporation can be obtained at the registered office of the Company at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Voting

Approval of the above resolutions will require a quorum of 50 per cent and the affirmative vote of a majority of 2/3 of Shares present or represented at the meeting. Each whole Share is entitled to one vote. A shareholder may act a any meeting. Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send duly completed proxy forms to the offices of CITIBANK INTERNATIONAL PLC (LUXEMBOURG BRANCH), 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg for the attention of Ms Lydie Bini, to arrive no later than five days prior to the date of the meeting. In the case of an adjourned meeting such documents should be deposited at those offices before the time appointed for the adjourned meeting.

Note:

If the required quorum is not reached, the second shareholders' meeting will be held on 17th May 2002 and the notice of meeting will in accordance with the law of Luxembourg be announced in the Mémorial, the Luxemburger Wort and the Tageblatt on 15th April 2002 and on 2nd May 2002.

II (01037/755/33)

By order of the Board of Directors.

MASTER HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 16.599.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2001, vol. 560, fol. 89, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2001.

Pour la société

Signature

(82574/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

MATPRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 66.264.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la société
MATPRE S.A. (la «Société») tenue le 17 décembre 2001 à 11.00 heures au siège social de la société*

Troisième résolution

Etant donné que les pertes cumulées au 31 décembre 2000 excèdent 75% du montant du capital social de la société, et conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'Assemblée Générale décide de ne pas dissoudre la Société et de continuer les activités de celle-ci.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

Conformément à la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euros, l'Assemblée Générale décide de changer la monnaie d'expression du capital social souscrit de la Société de franc luxembourgeois (LUF) en euros (EUR) et de procéder à la conversion au taux de conversion définitif fixé par la Commission Européenne le 31 décembre 1998 de EUR 1,- pour LUF 40,3399.

Le capital obtenu après conversion s'élève à EUR 30.986,69059 arrondi à un montant de EUR 30.986,69.

L'Assemblée décide de supprimer toute référence à la valeur nominale des actions de la Société et de convertir les actions de la Société en actions sans désignation de valeur nominale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

Suite à l'adoption des résolutions précédentes, l'article 5 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (EUR 30.986,69) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.»

Les statuts coordonnés de la Société seront déposés au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

L'Agent domiciliaire

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2001, vol. 562, fol. 68, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(82566/000/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

MATPRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 66.264.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg en date du 19 décembre 2001, vol. 562, fol. 68, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour la société

Signature

(82569/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2001.
